

Réconcilié-e-s

Bulletin du MIR

Octobre 2021



Rédacteurs:

- Iskra Ramirez
- Zaira Zafarana
- Peter Cousins

“Les militaires et les industries qui les soutiennent ne peuvent plus être considérés comme exceptionnels et doivent prendre des mesures urgentes et significatives pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et leur empreinte environnementale.”

Pollution militaire, Page 13.

Contenu

Introduction	2
Mises à jour internationales	4
IFOR Déclarations publiques	4
• Sahara occidental	4
• Israël-Palestine	5
IFOR A L'ONU	7
Projets internationaux	9
• Introduction à l'ONU	9
• Le Droit à L'objection de Conscience	10
Déclarations d'adhésion	14
• Colombia	14
• Military Pollution.....	14
INITIATIVES GLOBALE DU MOUVEMENT	16
• La Journée d'Action d'IFOR sur le Désarmement Nucléaire	16
• Discussion interne sur la catastrophe climatique	17
• Journée mondiale d'action contre les catastrophes climatiques.....	18
TRAVAIL RÉGIONAL DE L'IFOR.....	20
• L'Europe	20
• Asie.....	20
• Amérique.....	20
• Afrique.....	20
Mises à jour locales de Branches, Groupes et Affiliés	22
• FOR Zimbabwe.....	22
• FOR Etats-Unis	23
• FOR Inde	23
• FOR England & Scotland	25
• FOR L'Autriche.....	26
• MIR Italie.....	27
En mémoire	29
• Richard Deats.....	29
• Liza Smith.....	31
• Henk Blom	34
• Alfred Bour	35
• Alain Richard and Kenneth Kaunda.....	35

Introduction

Chère communauté du MIR et chers ami-e-s,
Tempus fugit! Un peu plus tard que prévu (une première version de cette introduction ayant été rédigée pendant l'été) et presque trois ans après notre rencontre en Sicile, nous vous présentons un nouveau numéro de *Reconcilié-e-s*. Alors que le coronavirus continue d'évoluer dans le monde et que les vaccins pour le contrer sont en train d'être distribués (de manière inégale), le travail du MIR et de ses BGA pour un monde plus juste se poursuit également.

Dans ce numéro, les nouvelles des branches proviennent d'Autriche, d'Angleterre et Écosse, des États-Unis, d'Inde, d'Italie, et du Zimbabwe. Il y a également des informations provenant des régions africaines et asiatiques du MIR. Nous sommes reconnaissants pour toutes les mises à jour envoyées pour ce bulletin. Les branches du MIR se sont également coordonnées autour de la question du climat et, suite à une initiative prise au sein des «rencontres du lundi» (les membres du MIR se réunissant régulièrement en ligne les lundis depuis le début de la pandémie, et ouvert à tous), trois webinaires ont été organisés, dans lesquels les voix des membres du MIR activement impliqués dans les circonstances locales sur tous les continents ont été entendues. De plus, une Journée d'Action mondiale du MIR s'est tenue au moment des dernières préparations de ce bulletin. Nous vous proposons un article sur cette initiative, et nous vous informons de notre travail à l'ONU, qui a également inclus une édition réussie de la Semaine d'Introduction à l'ONU, reportée de 2020.

De la part d'ICOM, nous avons le plaisir de partager avec vous les nouvelles suivantes. Bien qu'il y ait quelques nuages à l'horizon pour 2022, un résultat financier positif l'année passée (en partie grâce à un legs généreux du *Peter Glusker Living Trust*, récemment déboursé en totalité) signifie que nous avons dépassé la stabilisation des finances du MIR, aussi importantes soient-elles. Cela a pris trois formes principales. Tout

d'abord, nous avons demandé à Zaira Zafarana de consacrer une partie de son temps à la reconstruction d'une partie de la capacité de coordination internationale qui a été perdue lorsque Lucas Johnson a quitté son poste et que notre situation financière s'est aggravée. Ce travail sera effectué en parallèle avec les fonctions de coordinatrice des travaux auprès de l'ONU et du programme sur l'objection de conscience. Notre réflexion et nos progrès en la matière ont été consignés dans des comptes rendus de réunions précédemment partagés (dont deux sont encore en suspens au moment de la rédaction du présent document), mais nous communiquerons séparément sur ce point dans un avenir proche. Nous remercions Zaira pour tout son travail, y compris ses contributions à ce bulletin.

Notre espoir à plus long terme - qui devra toutefois être pris en compte par un futur ICOM - serait que le poste de Coordinateur/trice international/e soit pleinement rétabli. C'est l'un des points abordés dans le document de «vision» que l'ICOM a préparé, et c'est la deuxième façon dont nous nous sommes tournés vers l'avenir. La vision adopte une perspective de 15 ans sur l'avenir de MIR. Alors que le travail préparatoire a été effectué l'année dernière au sein de l'ExCom et de l'ICOM, nous avons mis le document en consultation en février. Nous sommes reconnaissants aux branches qui lui ont accordé leur attention. Nous avons connaissance de quelques réponses en suspens, mais tout commentaire réfléchi est le bienvenu. Veuillez l'envoyer à vision@ifor.org, ou envoyez un courriel à la même adresse si votre branche n'a pas encore reçu de copie. Les prochaines étapes consisteront à intégrer tous ces commentaires dans le projet qui a été partagé en février.

Enfin, nous nous sommes dirigés vers le Conseil de Juba et l'événement public, prévu pour début novembre 2022. Nous travaillons actuellement sur la base d'un événement en face à

face, bien que la situation de santé publique ou de sécurité sera prise en compte à tout moment. D'autres options incluent un événement hybride ou entièrement en ligne, et/ou une délocalisation dans un autre pays/continent. L'ICOM garde l'esprit ouvert sur ce sujet, tout en encourageant le travail de fond entrepris pour le Sud-Soudan. Nous sommes reconnaissants à notre branche là-bas, l'ONAD, pour son travail assidu de préparation de cet événement, ainsi qu'à Matt Meyer, président du Comité consultatif financier du MIR, qui, grâce à ses nombreux contacts, travaille dans une perspective financière et de coordination. L'ICOM est en train de former un Comité de préparation du Conseil (CPC) pour faire avancer les aspects spécifiquement liés au Conseil de Juba 2022. Si quelqu'un souhaite participer à ce travail essentiel, veuillez le faire savoir à l'ExCom (excom@ifor.org).

Dans le même ordre d'idées, la proximité croissante de notre prochaine réunion en tant que communauté MIR a incité les branches de la région africaine à commencer à se mobiliser, et leurs projets apparaissent d'ailleurs dans les nouvelles partagées dans ce bulletin. Ils prévoient notamment de se réunir à Brazzaville en novembre prochain afin de mieux coordonner leurs efforts - nous leur souhaitons bonne chance pour cette rencontre ! Si d'autres BGA ont des suggestions de sujets qui pourraient être abordés dans le congrès public, veuillez envoyer un courriel au Comité exécutif et elles vous seront transmises.

Nous déplorons également la perte de cinq géants de la non-violence au sein du MIR qui sont décédés depuis la publication du dernier numéro de Reconcilié-e-s : Rév. Richard Deats et Liza Smith - tous deux des États-Unis ; et Alain Richard OFM et P. Alfred Bour de la France. La nécrologie de Richard Deats est tirée de celle envoyée par FOR USA à l'époque, et Liza est évoquée par certains de ceux et celles qui ont servi dans le programme d'accompagnement international en Colombie, aujourd'hui FOR Peace Presence (FORPP), dont Liza a été membre du personnel pendant de nombreuses années. De même, nous honorons la mémoire d'Alain

Richard, proche de beaucoup au sein du MIR et au-delà, et fondateur des Cercles de Silence, qui nous a également quitté en juin à l'âge de 97 ans. De même, nous reproduisons les mots de Christian Renoux en commémoration du Père Alfred. Alors que nous terminions cette édition, nous avons appris le décès de Henk Blom, membre actif de Kerk en Vrede. Il est rappelé ici par Roel Meihuizen. Qu'ils reposent tous et toutes en paix et que ceux qui les pleurent soient réconfortés.

Sur une note plus heureuse, nous avons appris que le SERPAJ a lancé un nouveau bulletin d'information (en espagnol), qui sera publié trois fois par an. Gardez un œil sur la page Facebook du SERPAJ pour les prochains numéros. En décembre, le SERPAJ tiendra une assemblée en ligne, où des changements seront apportés à la direction continentale. Nous leur souhaitons bonne chance pour cela, et nous voulons également féliciter MIR Autriche pour les célébrations de son centenaire qui auront lieu en novembre. Nos remerciements vont également à Iskra pour son travail sur ce bulletin, y compris son nouveau design, et à Roel pour son travail continu sur les comptes.

Dans les églises, nous avons également reçu un message d'Antje Heider-Rottwilm de l'organisation Church and Peace, qui nous a demandé de faire circuler un appel au Conseil œcuménique des Églises, pour que les églises membres examinent leur position sur la Paix juste, les armes nucléaires, les exportations d'armes et les budgets militaires dans la perspective de leur prochaine Assemblée, qui se tiendra à Karlsruhe en 2022. La pétition est disponible en anglais, français et allemand à l'adresse suivante : <https://www.ohne-ruestung-leben.de/friedensappell2022/>. Les branches individuelles peuvent souhaiter le signer. Le MIR l'a déjà fait, et maintenant est en train de préparer une réponse à l'appel pour des ateliers parallèles à l'Assemblée sur le thème des 'Brunnen' (sources), en soumettant les grandes lignes d'une session sur la non-violence. Nous remercions John Cooper de MIR Angleterre et Ecosse pour avoir attiré notre attention sur ce point et pour sa collaboration. En juillet dernier,

le MIR a été invité à envoyer un mot d'appréciation à Bruno Sägger, qui s'est retiré du conseil d'administration de Church and Peace après 20 ans de service. En septembre, Bruno nous a envoyé sa réponse, en souhaitant toute bénédiction à IFOR et à ses membres.

Et avec cela, nous fermons. Continuez de prendre soin de vous et n'hésitez pas à nous contac-

ter si vous avez des questions à nous soumettre. Nous vous souhaitons à tous une fin d'année paisible et productive.

Au nom de l'ICOM, paix et bien,

Blas García Noriega et Peter Cousins,

Vice-Présidents du MIR.

excom@ifor.org

Mises à jour internationales

IFOR Déclarations publiques

Sahara occidental

Déclaration sur la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental

En ce jour du 14 décembre 2020, qui marque le 60^e anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,¹ l'IFOR publie une déclaration sur les développements récents concernant le conflit au Sahara occidental.

L'International Fellowship of Reconciliation (IFOR) a été fondée il y a plus de 100 ans, et au cœur de la fraternité se trouve la croyance inébranlable dans le multilatéralisme comme moyen de s'engager au sein de la communauté internationale.

Le 10 décembre, le président Donald Trump a publié une proclamation déclarant que les États-Unis reconnaîtront la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.² En rupture avec des décennies de politique américaine, cette décision fait suite à la rupture le mois dernier du cessez-le-feu de près de 30 ans entre le Maroc et le Sahara occidental. et la reprise

des hostilités.

En 1991, les Nations Unies et la communauté internationale ont promis au peuple sahraoui qu'un référendum serait organisé et qu'il déciderait librement et équitablement de son propre sort. 30 ans plus tard, cette promesse n'est toujours pas tenue. Ni la reprise des combats ni les mesures unilatérales qui méprisent le droit international ne dispensent la communauté internationale de cette promesse. Au contraire, il souligne l'urgence de mettre enfin en œuvre le droit à l'autodétermination. Les organisations sahraouies ont longtemps tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences de l'inaction continue et de l'érosion de la confiance dans la communauté internationale qui s'ensuit.³

Les premières réactions à l'annonce de l'administration américaine ont été quelque peu encourageantes, de nombreux pays ayant dénoncé cette décision. L'IFOR appelle tous les États membres de l'ONU à agir également collectivement pour démontrer leur engagement à respecter le droit international et

à être responsables de la mise en œuvre des droits fondamentaux. En 2017, à la suite de l'annonce de l'administration Trump selon laquelle les États-Unis reconnaîtraient Jérusalem comme capitale d'Israël – un autre exemple d'action unilatérale qui méprise le droit international – l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu une session extraordinaire d'urgence et a soutenu de manière décisive une résolution qui a rejeté cette décision. .4 Une telle action est à nouveau appropriée et nécessaire pour réaffirmer la primauté du droit international.

L'administration actuelle étant sur le point de se retirer, il est également impératif que la nouvelle direction des États-Unis agisse. L'IFOR exhorte le président élu Biden, dès son entrée en fonction, à renverser la décision de l'administration Trump et à réaffirmer les principes du droit international, en tant que fondement du règlement des conflits internationaux, et du multilatéralisme pour renforcer la coopération internationale.

En outre, l'IFOR appelle une fois de plus le Secrétaire

général de l'ONU António Guterres à nommer immédiatement un nouvel Envoyé personnel de l'ONU pour le Sahara occidental⁵. La vacance de ce poste et l'attente continue d'une voie crédible vers une résolution pacifique, laissent la porte ouverte au type de développements négatifs observés le mois dernier.

1. *Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960.* <https://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/Independence.aspx>
2. <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/proclamation-recognizing-sovereignty-kingdom-morocco-western-sahara/>
3. *Lettre ouverte au secrétaire général de l'ONU à l'occasion du 45e anniversaire du conflit du Sahara occidental, publiée le 14 novembre par NOVA, une organisation locale non violente de jeunesse sahraouie.*
4. *Résolution 11995 de l'Assemblée générale du 21 décembre 2017, adoptée lors de la 10e session extraordinaire d'urgence.*
5. *Déclaration de l'IFOR sur la situation actuelle au Sahara occidental, publiée le 13 novembre 2020.* <http://www.ifor.org/news/2020/11/13/ifor-statement-on-the-current-situation-in-western-sahara>

Israël-Palestine

Une nouvelle confrontation armée est apparue dans le conflit actuel entre Israël et la Palestine. Dans cette région, cependant, l'histoire n'est jamais loin. Ce mois-ci marque le 73e anniversaire de la création d'Israël à la suite de l'adoption de la résolution n° 181 (1947) de l'Assemblée générale des Nations unies, et de la "Nakba" de 1947-48 qui a suivi, au cours de laquelle des milliers de Palestiniens ont perdu leur maison. Cette situation perdure par le biais de transferts forcés, de démolitions de maisons, d'accaparement de terres et de menaces d'annexion supplémentaire des terres occupées.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer la ré-augmentation actuelle de la violence. Les autorités israéliennes ont prévu d'expulser les résidents palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est – qu'Israël a annexé alors qu'il s'agit d'un territoire occupé en vertu du droit international – et de transférer leurs maisons à des colons israéliens. Les Palestiniens ont organisé des manifestations autour de Jérusa-

lem-Est et les forces israéliennes ont répondu en tirant des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles en acier recouvertes de caoutchouc, notamment lors d'une attaque violente contre des fidèles pendant le ramadan à l'intérieur de la mosquée al-Aqsa. Le Hamas a lancé des roquettes sur Israël et l'armée israélienne a répondu par une action militaire massive à Gaza qui est sous blocus depuis 2007 et où la situation humanitaire préexistante est extrêmement fragile³.

Le Mouvement international de la Réconciliation (MIR) a été fondé il y a plus de 100 ans en réponse aux horreurs de la Première Guerre mondiale. Depuis lors, il a adopté une position constante contre la guerre et sa préparation. Lorsque des personnes, des organisations et des institutions publiques s'engagent en faveur de la paix, il est possible de prévenir la guerre, de transformer les conflits par des moyens non-violents et de démanteler les systèmes qui entretiennent la peur et la haine. Lorsque la vérité

et la justice sont rétablies, la réconciliation et la guérison peuvent avoir lieu et une paix durable peut être établie.

Le MIR condamne toutes les actions armées menées contre des civils et des cibles civiles par l'armée israélienne et le Hamas. La violence ne mène qu'à plus de violence. Nous pleurons toutes les victimes et leurs familles.

Le schéma d'injustice et de violation du droit international et des droits fondamentaux qui dure depuis des décennies est devenu insoutenable et inhumain.

Le MIR salue l'annonce faite ce matin d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas.

L'IFOR a soutenu l'appel au cessez-le-feu lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, lors de la réunion du Conseil de sécurité qui s'est tenue le 16 mai ; le chef des Nations Unies a souligné que la seule façon d'avancer était de reprendre les négociations en vue d'une solution à deux Etats. Malheureusement, les États-Unis auraient bloqué les déclarations du Conseil de sécurité des Nations unies – pour la troisième fois en une semaine – qui condamnaient la réponse militaire d'Israël et appelaient à un cessez-le-feu.

La communauté internationale doit veiller à ce qu'il n'y ait pas deux poids-deux mesures en matière de droit international et de violations des droits de l'homme. Alors qu'elle évite le Hamas il y a quinze ans, au plus fort de la "guerre contre le terrorisme", Israël n'a pas honoré la résolution 194 (1948) de l'Assemblée générale des Nations unies et ne s'est pas non plus conformé à un grand nombre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, dont les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) demandant son retrait de Cisjordanie, y compris l'annexion illégale de Jérusalem-Est et du Golan. D'autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sont également restées lettre morte, notamment la n. 2334 (2016), appelant au démantèlement de ses colonies dans les « [territoires palestiniens](#) occupés depuis 1967, y compris [Jérusalem-Est](#) », qui constituent une "violation flagrante" du droit humanitaire international et n'ont "aucune validité juridique". Ces résolutions implorent Israël de mettre fin aux activités de colonisation, de démanteler les colonies et de remplir ses obligations en tant que puissance occupante en vertu de la Quatrième Convention de Genève, qui interdit à une puissance occupante de

transférer sa population sur le territoire qu'elle occupe. Actuellement, plus de 675 000 Israéliens vivent en violation de ces résolutions, dans les colonies de Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

L'application persistante et inégale du droit international devrait être une question de la plus grande urgence pour les gouvernements du monde entier. En l'état actuel des choses, la société civile comble le vide, en exprimant ses préoccupations en termes toujours plus nets. Le mois dernier, *Human Rights Watch* a publié un [rapport](#) dénonçant Israël pour son apartheid et ses persécutions.

Alors que le cycle de la violence s'intensifie, *le MIR se réjouit et met en avant la valeur des actions non-violentes telles que la désobéissance civile, le boycott et la non-collaboration* ; nous rapportons, par exemple, le courage des jeunes Israéliens qui refusent de servir dans l'armée pour ne pas soutenir l'occupation, et des dockers qui refusent de charger des armes sur les navires à destination d'Israël pour éviter soutenir la guerre. De nombreux membres de la société civile israélienne et des communautés juives du monde entier dénoncent les violations des droits de l'homme et soutiennent diverses initiatives non-violentes. Nous avons également vu des Palestiniens mener plusieurs initiatives non-violentes, insistant sur une solution pacifique, refusant de ne plus accepter la violence et la destruction causées par le conflit en cours.

Le MIR appelle les gouvernements de la région et du monde entier à assumer leur responsabilité en faisant respecter le droit international, en contribuant à une solution pacifique et en considérant l'impact de leur rôle dans la fourniture d'armes à la région, soutenant ainsi la confrontation armée et maintenant la violence structurelle. Le MIR appelle les États membres du Conseil de sécurité de l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale à soutenir les négociations de paix sous la supervision de l'ONU et à assurer l'application du droit international et de la justice, en Israël et en Palestine.

<http://www.ifor.org/news/2021/5/22/statement-on-the-situation-in-israel-palestine>

1. *A/RES/181 (II)* [https://undocs.org/A/RES/181\(II\)](https://undocs.org/A/RES/181(II))
2. <https://www.hrw.org/news/2021/05/11/jerusalem-gaza-israeli-authorities-reassert-domination>

3. <https://www.un.org/unispal/humanitarian-situation-in-the-gaza-strip-fast-facts-ocha-factsheet/>
4. <https://news.un.org/en/story/2021/05/1092042>
5. <https://www.aljazeera.com/news/2021/5/17/no-us-action-after-third-uns-meeting-on-israel-palestine>
6. A/RES/194 states the "Right to return" for Palestinian refugees. <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/ip-ares-194.php>
7. <https://www.972mag.com/sixty-teens-israeli-army-objectors/>
8. <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/israel-palestine-arms-livorno-port-italy-b1848773.html>
9. Including dozens of Jewish organizations such as B'Tselem, Jewish Voice for Peace, American Jews for a Just Peace, Gush Shalom, the New Israel Fund, the Movement for Reform and Progressive Judaism, the orthodox Neturei Karta.

IFOR A L'ONU

L'IFOR À L'ONU

Depuis le déclenchement de la pandémie, de nombreuses activités aux Nations Unies ont été affectées, en particulier certaines réunions prévues ont été reportées et pour d'autres initiatives, le mode à distance a été adopté. Cela a été le cas dans les principaux locaux de l'ONU.

À Vienne, il n'y a donc pas eu d'activité particulière en présence et l'IFOR a participé aux réunions régulières en ligne du Comité des ONG pour la paix.

De grands espoirs sont placés dans la prochaine **1ère réunion des Etats parties au Traité sur la prohibition des armes nucléaires** (TPNW) qui se tiendra à Vienne du 22 au 24 mars 2022.

À New York, l'IFOR a participé à la **65ème session de la Commission de la condition de la femme** du 15 au 26 mars 2021. La CSW65 s'est déroulée dans un format hybride avec des réunions essentiellement virtuelles. <https://www.unwomen.org/en/csw/csw65-2021>.

En vue de la **10ème Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires** qui se tiendra à New York du 4 au 28 janvier 2022, l'IFOR a rejoint d'autres ONG concernées, comme ICAN, dans une lettre adressée au Bureau des affaires de désarmement de l'ONU pour demander l'accès des ONG aux locaux de l'ONU.

À Genève, siège de l'ONU pour les droits de l'homme, les sessions du **Conseil des droits de l'homme (CDH)** n'ont pas connu de retard et, à un moment donné, se sont déroulées avec quelques restrictions en personne. La contribution de la société civile au Conseil des droits de l'homme a été assurée par une participation virtuelle et l'IFOR a participé activement aussi aux sessions du **Comité des droits de l'homme (HRCttee)**.

Le 18 décembre 2020, l'IFOR a participé à la **45ème session du Conseil des droits de l'homme «Présentation orale du rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine»**.

L'IFOR a pris la parole et a exprimé ses préoccupations concernant le droit à l'objection de conscience en Ukraine et a évoqué le cas du journaliste pacifiste, Ruslan Kotsaba, qui a déjà passé 524 jours en prison pour une vidéo anti-guerre postée en 2015 et intitulée «Je refuse de me mobiliser».

Tous les détails sont disponibles ici : <https://www.ifer.org/news/2021/1/26/ifer-speaks-at-the-un-human-rights-council-on-the-right-to-conscientious-objection-in-ukraine>

Au cours de la **46ème session du Conseil des droits de l'homme**, qui s'est tenue en février-mars de cette année, l'IFOR a fait plusieurs déclarations sur des questions telles que l'objec-

tion de conscience au service militaire, appelant à la «libération immédiate et inconditionnelle de tous les objecteurs de conscience emprisonnés», la désobéissance civile, les ODD 2030, le désarmement nucléaire, la criminalisation de la solidarité et a fait référence à la situation locale dans des pays tels que la Biélorussie, la Colombie, l'Érythrée, Hong Kong, le Myanmar, Singapour, le Tadjikistan, la Turquie et le Sahara occidental.

L'IFOR est intervenu en plénière sur les défenseurs des droits de l'homme et a abordé le cas de Buenaventura en Colombie, avec la collaboration de FOR Peace Presence.

Une autre déclaration a mis en lumière la tragédie des réfugiés érythréens dans la région de Tigray et le service national indéfini des Érythréens.

L'IFOR s'est également associé à un appel lancé aux Etats membres de l'ONU pour qu'ils «transfèrent l'argent du secteur militaire vers l'alimentation» et à une déclaration sur la violation des droits de l'homme des migrants et des réfugiés sur la route des Balkans.

Plus de détails sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news/2021/5/4/recap-of-ifor-participation-in-the-46th-un-human-rights-council>

Lors de la **47ème session du Conseil des droits de l'homme** en juin-juillet, l'IFOR a participé au dialogue interactif sur les droits de l'homme en Ukraine et a fait une déclaration orale en plénière soulignant les violations du droit à l'objection de conscience au service militaire en Ukraine et évoquant le cas du journaliste pacifiste Ruslan Kotsaba qui est à nouveau en procès parce qu'il a exprimé son opposition à la mobilisation militaire pour le conflit armé dans l'est de l'Ukraine et qui a récemment, le 25 juin, été victime d'une attaque avec une substance chimique par un groupe d'extrême droite.

Plus de détails sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news/2021/7/13/ifor-speaks-on-refuse-to-war-and-conscientiousobjection-in-ukraine-at-the-47th-un-human-rights-council>

Le 24 août, l'IFOR a participé à la **31ème session spéciale du CDH sur l'Afghanistan**.

Lors de la **48ème session du CDH**, l'IFOR a soutenu l'appel lancé par Peace Brigades International concernant l'impunité des abus contre les communautés indigènes au Nicaragua, avec une référence particulière au dernier massacre du 23 août dans le Territorio Mayangna Sauni.

En collaboration avec SERPAJ Argentine, l'IFOR a également dénoncé le manque d'application des droits de l'homme dans les instances judiciaires concernant le cas d'Andalgalá, à Catamarca, Argentine, une zone où se trouvent des glaciers et un environnement périglaciaire et où la compagnie minière canadienne Yamana Gold tente d'explorer et d'exploiter le gisement minier d'Agua Rica. L'Etat n'écoute pas les revendications des communautés locales et indigènes qui luttent depuis plus de 20 ans et viole systématiquement les réglementations environnementales et nationales qui interdisent l'exploration et l'exploitation minière dans les environnements glaciaires et périglaciaires.

Dans une autre déclaration, l'IFOR a exprimé ses préoccupations concernant la militarisation du territoire en Ukraine et la violation du droit à l'objection de conscience. Le droit à l'objection de conscience a également été abordé dans une déclaration concernant Singapour et dans une autre concernant le rapport thématique manquant du Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme.

L'IFOR a également pris la parole pour souligner les liens entre le changement climatique, l'exploitation des ressources et le système de guerre ; l'IFOR a également abordé la question du Sahara occidental.

Le 21 septembre, journée internationale de la paix, l'IFOR a assisté en personne à l'événement des **2021 Discussions de paix de Genève** avec les participants au **programme «Introduction à l'ONU» de l'IFOR** [lire la suite dans la section suivante].

Plus de détails et le texte complet des déclarations d'IFOR à l'ONU sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news?category=UN>.

L'IFOR, en tant que membre du **Comité des ONG sur la liberté de religion ou de croyance**,

à Genève et à New York, a participé le 7 mai à l'événement virtuel «Priorités 2021 du LdRC aux Nations Unies» qui a mis en lumière les efforts récents et à venir de diverses missions pour promouvoir la liberté de religion et les droits connexes en 2021 aux Nations Unies.

Le 26 octobre, à l'occasion de la 76e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'IFOR a participé à une conversation virtuelle avec le Dr. Ahmed Shaheed, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance, pour discuter de son dernier rapport (présenté à la Troisième Commission le 19 octobre), qui traite de la liberté de pensée.

*L'IFOR est également membre du groupe de travail des ONG sur l'éducation et l'apprentissage des droits de l'homme.

L'IFOR est membre du **Groupe de soutien des ONG sur le Sahara occidental.**

Une lettre ouverte adressée au Secrétaire Général de l'ONU, a circulé au nom du Groupe de soutien de Genève à l'occasion de la réunion du Conseil de Sécurité sur la situation au Sahara occidental, qui s'est tenue le 21 avril.

Le 1er septembre, une lettre ouverte a été adressée aux membres du Conseil de Sécurité et au Secrétaire Général des Nations Unies à l'occasion du 30ème anniversaire du déploiement du premier contingent de la MINURSO au Sahara Occidental : « *le Groupe de soutien de New York*

pour l'indépendance du Sahara occidental (298 organisations membres) a rappelé que les termes du plan de règlement soumis conjointement par le Secrétaire général des Nations unies et le Président de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA, approuvé par le Conseil de sécurité, prévoyaient que «le peuple du Sahara occidental choisira, librement et démocratiquement, entre l'indépendance et l'intégration au Maroc» et que «le référendum devrait être organisé 24 semaines après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu». Comme le cessez-le-feu est entré en vigueur le 6 septembre 1991, le référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui aurait dû être organisé entre fin février et début mars 1992 ».

Le 11 octobre, une déclaration a été faite par le Groupe de soutien à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale sur les questions politiques spéciales et la décolonisation.

Cette année, l'IFOR s'est également engagé aux Nations Unies en fournissant une assistance aux groupes locaux de défense des droits de l'homme et a **soumis des rapports par pays** sur l'Autriche, la Géorgie, l'Allemagne, la Grèce, Singapour, le Tadjikistan, la Turquie et l'Ukraine lors des **Examens périodiques universels (EPU)** et des **Examens par le Comité des droits de l'homme (HRCttee)**.

Plus de détails et les rapports complets sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news?category=UN>

Projets internationaux

Introduction à l'ONU

Du 20 au 24 septembre a eu lieu (après un an de report en raison de la pandémie) la 2ème édition du [programme IFOR](#) visant à offrir une opportunité de venir observer le travail d'IFOR aux Nations Unies à Genève et de faire l'expérience directe de l'engagement dans le système

des Nations Unies.

Cette année, l'atelier de 5 jours faisait partie du projet " Renforcer la représentation de la société civile aux Nations Unies " financé par Otto per Mille de l'Eglise vaudoise d'Italie.

9 jeunes participants de différents pays tels que

l'Autriche, la Colombie, l'Allemagne, la République Tchèque, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne ont eu l'opportunité d'explorer le système des Nations Unies et le travail précis de l'IFOR en particulier en ce qui concerne l'objection de conscience au service militaire et d'autres questions telles que l'éducation aux droits de l'homme, les droits environnementaux, le désarmement, la décolonisation et de rencontrer des organisations partenaires et des défenseurs des droits de l'homme d'Argentine, de Grèce, de Norvège, du Sahara occidental...

Les participants ont assisté virtuellement aux sessions de travail du Conseil des droits de l'homme, et en ont appris plus au sujet des procédures participatives de la société civile.

Certains des participants qui ont assisté à l'atelier sont issus des branches d'IFOR telles que FOR Allemagne, SERPAJ et FOR Autriche.



Au cours de la semaine, les 9 visiteurs ont eu la chance de visiter le siège des Nations Unies à Genève et d'assister en personne à l'événement spécial des Discussions de Paix de Genève le 21 septembre, où ils ont eu l'occasion d'écouter des défenseurs des droits de l'homme et des activistes du monde entier.

Plus de détails sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news/2021/11/21/un-introductory-week>

Le Droit à L'objection de Conscience

«Le droit à l'objection de conscience comme alternative constructive à la militarisation»

Le projet actuel sur l'objection de conscience au service militaire est financé par *le Joseph Rowntree Charitable Trust* et représente le principal effort d'IFOR au sein du système des Nations Unies.

En plus de ce qui a été rapporté dans la section précédente concernant les déclarations sur l'objection de conscience faites ces derniers mois au **Conseil des droits de l'homme des Nations Unies**, l'IFOR a fait une déclaration thématique à la 48e session du Conseil des droits de l'homme soulignant «*que le rapport prévu sur l'objection de conscience n'a pas pu être présenté à cette session. Ce travail important et significatif de l'OHCHR et du CDH était très attendu. Les objecteurs de conscience de différents pays et les organisations de la société civile du monde entier l'attendent, ainsi que la résolution qui en découle, pour les utiliser dans leurs efforts visant à soutenir le droit à l'ob-*

jection de conscience au service militaire».

En plus d'accorder une grande attention à cette question lors des sessions plénières du Conseil des droits de l'homme, IFOR a travaillé ces derniers mois à la recherche et à la préparation de **rapports sur la situation du droit à l'objection de conscience et des questions connexes dans plusieurs pays**, contribuant ainsi aux **Examens périodiques universels (EPU)** du Conseil des droits de l'homme. Ce travail spécifique est accompagné d'initiatives de plaidoyer avant chaque session.

En particulier, IFOR s'est engagé dans le **37ème EPU** dont la session formelle a eu lieu en janvier 2021. Deux rapports ont déjà été soumis et celui concernant l'Autriche a soulevé, en particulier, le problème du recrutement de jeunes de 17 ans, contraire aux normes internationales. Le rapport sur la Géorgie a souligné l'écart entre la durée du service alternatif et celle du service militaire, ainsi que l'indépendance des organes qui éval-

uent les demandes d'objecteurs de conscience ; en outre, la soumission d'enfants d'âge scolaire à un entraînement militaire, notamment au maniement des armes à feu, suscite des préoccupations.

IFOR a préparé un rapport sur le droit à l'objection de conscience au service militaire à Singapour et l'a soumis au [38ème EPU](#) qui a eu lieu en mai. Cet effort a été particulièrement important car Singapour ne reconnaît pas ce droit et n'a pas ratifié le traité établissant le Comité des droits de l'homme, un autre organe de l'ONU chargé de l'examen des États, qui peut également concerner ce droit.

Lors de l'adoption du résultat de l'EPU sur Singapour, à la **48ème session du Conseil des droits de l'homme**, l'IFOR a publiquement déclaré en plénière que *«le droit à l'objection de conscience est un droit de l'homme inhérent à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est un droit universel basé sur la liberté de pensée, de conscience et de religion.»*

Le rapport du groupe de travail a enregistré la recommandation de la Croatie concernant la création d'un service civil alternatif au service militaire.

Malheureusement, cette recommandation n'est pas listée comme bénéficiant du soutien de Singapour.

L'IFOR tient à souligner que le refus de tuer, le rejet de la violence et donc de la guerre en tant que système de défense et de sécurité d'un pays et de ses citoyens, est la condition préalable pour assurer la paix et la prospérité et éviter la destruction, y compris la violation du droit à la vie.

La pandémie actuelle prouve que la véritable sécurité ne repose pas sur la force militaire, mais sur la santé, la prévention, la solidarité internationale, pour n'en citer que quelques-unes.»

IFOR a préparé un rapport sur la Grèce et le Tadjikistan pour le [39ème EPU](#) qui a eu lieu cet automne.

La Grèce a un long passé de violations du droit à l'objection de conscience au service militaire et d'autres droits de l'homme des objecteurs de conscience.

Le nouveau gouvernement a entrepris d'annuler les récents amendements positifs concernant les objecteurs de conscience, tels que la réduction de la durée du service civil alternatif par le gouvernement précédent.

En Grèce, le service alternatif est toujours punitif et discriminatoire et il y a un manque d'indépendance et d'impartialité dans l'évaluation des demandes de statut d'objecteur de conscience.

Au Tadjikistan, le droit à l'objection de conscience n'est toujours pas reconnu, bien qu'en 2004, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies ait recommandé à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour reconnaître le droit des objecteurs de conscience à être exemptés du service militaire. Tous les objecteurs de conscience enregistrés au Tadjikistan sont des Témoins de Jéhovah et cette minorité religieuse est la seule source d'information disponible.

La soumission aborde les questions du droit à l'objection de conscience au service militaire, de la détention arbitraire des objecteurs de conscience, du droit de l'enfant et du recrutement des mineurs.

L'IFOR a également participé aux sessions du **Comité des droits de l'homme (HRCttee)** où les pays sont régulièrement examinés par un comité technique, à la différence de l'EPU qui fait partie du HRC et est donc une procédure intergouvernementale.

L'IFOR a participé à la **131ème session du HRCttee**, qui s'est déroulée en mars, et a soumis un [rapport sur la Finlande](#) où plusieurs questions sont liées au droit à l'objection de conscience comme, par exemple, la nécessité de s'assurer que la durée et la nature du service alternatif au service militaire ne soit pas de nature punitive et que les formes de service alternatif soient compatibles avec les raisons de l'objection de conscience.

L'IFOR a soumis un [rapport sur la Turquie](#) pour la **132ème session du HRCttee**, qui a eu lieu en juin, soulignant la non-reconnaissance du droit à l'objection de conscience et les conditions de

vie dramatiques des objecteurs de conscience qui ont été définies comme une «mort civile» par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Au cours de la **133e session du HRCttee**, qui s'est tenue en octobre, l'IFOR a soumis [un rapport sur l'Ukraine](#) et s'est engagé auprès des membres du Comité pour contribuer à soulever la question du droit à l'objection de conscience au service militaire - en collaboration avec le mouvement pacifiste ukrainien.

L'IFOR a également soumis un [rapport sur la Grèce](#) avec des points similaires à ceux du rapport soumis à l'EPU et [un sur l'Allemagne](#) où il a abordé le OC des membres professionnels des forces armées, le nouveau service militaire volontaire dans le domaine de la sécurité intérieure, le recrutement d'enfants volontaires de 17 ans, la concession de l'asile aux objecteurs de conscience qui fuient leur pays et les cas d'extrême-droite dans les forces armées.

Ces derniers mois, l'IFOR a planifié certaines initiatives thématiques en collaboration avec des organisations partenaires.

Par exemple, il a organisé une **série de webinaires sur le thème «Faire campagne pour l'objection de conscience au service militaire»** afin d'apprendre les différents outils de campagne, de découvrir ce qui a fonctionné pour les autres, de partager les leçons apprises des actions et de discuter de ce qui est nécessaire.

Campaigning for Conscientious Objection to Military Service

WEBINAR SERIES 

L'initiative a été menée conjointement avec QUNO et WRI qui, avec IFOR, ont une longue histoire de campagne pour le droit à l'objection de conscience. Nombre de nos membres ont été et sont encore objecteurs de conscience.

Nous nous associons et effectuons un travail spécifique dans ce domaine. Par exemple, IFOR s'occupe du droit à l'objection de conscience aux Nations Unies en faisant des rapports sur la situation des pays au Conseil des droits de l'homme et au Comité des droits de l'homme et aide OCs dans ses initiatives de plaidoyer ; QUNO collabore au plaidoyer des Nations Unies et travaille sur les normes internationales ; WRI fournit des alertes sur le droit à l'objection de conscience et se concentre sur des cas individuels.

La série de webinaires comprend des études de cas de campagnes pour le OC dans le monde entier et aborde différents sujets tels que : les contentieux stratégiques, le système des droits de l'homme de l'ONU, la sensibilisation du public, la solidarité internationale...

Le 3 février, nous avons organisé le [1er webinaire sur le « contentieux stratégique »](#) et des collègues du mouvement OC ont partagé des informations et des idées en s'appuyant sur leur expérience de l'utilisation du contentieux stratégique et ont présenté l'étude de cas de la République de Corée et de la Colombie.

Le 24 février, le [2ème webinaire sur «le système des droits de l'homme de l'ONU»](#) a eu lieu avec la participation du président du groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire.

Le [3ème webinaire sur la «sensibilisation du public»](#) a eu lieu le 30 mars. L'objection de conscience au service militaire est un droit de l'homme et partout où il existe une forme quelconque de conscription militaire, les gens doivent pouvoir refuser d'y participer pour des raisons de conscience ; de plus, les objecteurs de conscience sont toujours persécutés et emprisonnés dans le monde entier. Des militants de Chypre, de Finlande et d'Israël ont partagé leurs expériences.

Le [4ème webinaire sur la «solidarité internation-](#)

[ale](#)» a eu lieu le 14 mai et s'est concentré sur le cas de la Turquie avec des présentations d'objecteurs locaux.

Le 16 juin, le [5ème webinaire sur «l'objection de conscience et l'asile»](#) a eu lieu avec la participation d'organisations soutenant les objecteurs de conscience qui fuient leur pays et demandent une protection.

IFOR a été invité à rejoindre un **groupe consultatif international** pour soutenir un projet spécifique concernant le droit à l'objection de conscience au service militaire en Turquie. Le [projet a été lancé](#) à la fin de l'année dernière par l'Association pour l'objection de conscience (Vicdani Ret Derneği) à Istanbul. L'association a lancé une campagne et un travail de lobbying afin de rassembler un soutien international pour faire avancer le droit humain à l'objection de conscience en Turquie. Le projet comprend également la recherche et la documentation de la situation particulièrement difficile des réfractaires au service militaire et des objecteurs de conscience.

L'IFOR collabore activement avec le **BEOC**, qui est le Bureau Européen pour l'Objection de Conscience. L'IFOR fournit une assistance aux Nations Unies et collabore avec le conseil d'administration du BEOC pour les questions liées à l'objection de conscience. Il a participé aux assemblées générales de cette année qui ont eu



lieu virtuellement le 5 mai et le 2 octobre.

L'EBCO publie chaque année un rapport sur le OC et les détails du rapport annuel 2020 de l'EBCO sont disponibles [ici](#).

A l'occasion de la **Journée internationale de l'objection de conscience, le 15 mai**, IFOR a organisé l'initiative «Voix du Mouvement», publiant le témoignage de membres d'IFOR du monde entier qui ont refusé le service militaire.

Tous les détails concernant cette publication spéciale sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news/2021/5/14/cdd4y6h5nhgm9oeunlwzhquh7ykyye>

Déclarations d'adhésion

Colombia

En juin, le MIR a signé la déclaration suivante sur la réponse violente du gouvernement colombien aux manifestations en Colombie. Un enregistrement de la déclaration en espagnol, avec des sous-titres en anglais, et une liste complète des signataires, sont disponibles ici : <https://www.omct.org/en/resources/statements/hrc37-joint-declaration-endorsed-by-300-organisations-to-call-for-an-end-of-police-violence-in-colombia>.

DÉCLARATION COMMUNE À LA 47^e SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME SUR LES ASSASSINS DANS LE CONTEXTE DES PROTESTATIONS EN COLOMBIE

Comme le souligne le rapport de la rapportrice sortante, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités sociales et économiques et, si des mesures urgentes ne sont pas prises, nous serons confrontés à une épidémie de meurtres de policiers à une échelle sans précédent.

Le cas de la Colombie illustre cette tendance. Un grand nombre d'organisations sont profondément préoccupées par la répression brutale des manifestations qui ont commencé il y a deux mois, générées par la pauvreté, les inégalités et le racisme systémique. Au 28 juin, les organisations de défense des droits humains

avaient recensé 83 personnes ayant perdu la vie à la suite de l'action des forces de sécurité et de civils armés.

La police, l'escouade mobile anti-émeute et l'armée ont largement utilisé des armes à feu avec des munitions létales contre des manifestants. L'utilisation aveugle et excessive d'armes "moins létales", y compris de multiples lanceurs de projectiles, a également été documentée.

Monsieur le Rapporteur et membres du Conseil des droits de l'homme, nous vous demandons instamment d'exhorter les autorités colombiennes à prendre les mesures nécessaires pour respecter et garantir le droit à la vie dans le cadre des manifestations ; documenter et enquêter sur tous les cas de privation arbitraire de la vie, en identifiant ceux qui ont donné les ordres ; et veiller à ce que les responsables soient jugés par un juge civil et en aucun cas par un tribunal militaire.

Dans le même ordre d'idées, il est urgent d'appuyer la Juridiction spéciale pour la paix dans l'éclaircissement des plus de 6.000 exécutions extrajudiciaires sous enquête, dont la plupart ont été commises entre 2002 et 2008, afin de garantir leur non-répétition.

Military Pollution

L'[Observatoire des Conflits et de l'Environnement](#) a lancé l'appel suivant avant la réunion de la COP26 à Glasgow, à laquelle l'IFOR a accolé son nom.

Gouvernements : s'engager à réduire significativement les émissions militaires lors de la COP26

L'Accord de Paris de 2015 a laissé la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) militaires à la discrétion de chaque nation.

Les armées sont des émetteurs majeurs et ne devraient pas être exclues des objectifs de réduction des GES. Les gouvernements doivent

démontrer leur engagement envers les objectifs de Paris en fixant des objectifs de réduction des GES militaires lors de la COP26. Pour que ces engagements soient significatifs, ils doivent répondre aux critères énoncés ci-dessous.

Émissions, dépenses et rapports militaires

Les armées sont d'énormes consommateurs d'énergie et produisent d'importantes émissions de gaz à effet de serre, tout en ayant des effets néfastes sur l'environnement du fait de leur formation, de leurs activités et de leurs opérations. Les armées sont généralement les plus gros consommateurs d'énergie parmi les agences gouvernementales, mais elles ont toujours été réticentes à divulguer des données sur leurs émissions.

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 2,6 % en 2020 pour atteindre près de 2.000 milliards de dollars US, malgré une baisse du PIB mondial de 4,4 % due à la pandémie de COVID-19. Ces augmentations des dépenses militaires risquent de refléter les augmentations des émissions, ainsi que de détourner les financements du développement durable, et de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique.

La [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#) oblige les signataires à publier leurs émissions annuelles de GES, mais la déclaration des émissions militaires est volontaire et souvent [non incluse](#). Lorsqu'elles sont déclarées, elles sont généralement incomplètes et excluent les émissions provenant des équipements et des chaînes d'approvisionnement, ainsi que celles liées à l'impact des [opérations de conflit](#). Il peut s'agir d'émissions liées aux dommages causés aux infrastructures, aux changements environnementaux liés aux conflits et à la reconstruction post-conflit.

Des engagements significatifs

Les armées et les industries qui les soutiennent ne peuvent plus être considérées comme exceptionnelles et doivent prendre des mesures urgentes et significatives pour réduire leurs émis-

sions de GES et leur empreinte écologique. Si la [reconnaissance](#) récente de ce fait par l'OTAN est bienvenue, elle ne constitue qu'une première étape.

Mise à jour : en juin 2021, l'OTAN a décidé d'« [évaluer la possibilité](#) d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050 », ce qui s'appliquerait à ses activités. Dans le même temps, les États membres de l'OTAN sont convenus « ... de réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités et installations militaires sans compromettre la sécurité du personnel, l'efficacité opérationnelle et notre posture de dissuasion et de défense ». Il s'agit d'un pas en avant positif, mais encore bien loin de ce que la planète a besoin de voir. Des engagements concrets et des étapes claires vers la réduction des émissions militaires doivent être sur la table de la COP26 en novembre.

Les gouvernements doivent profiter de la COP26 pour s'engager à réduire les émissions militaires de GES. Pour que ces engagements soient crédibles et significatifs, ils doivent :

- Fixer des objectifs clairs de réduction des émissions de GES pour l'armée qui soient cohérents avec l'objectif de 1,5°C spécifié par l'Accord de Paris de 2015 ;
- S'engager à mettre en place des mécanismes de déclaration des émissions de GES qui soient solides, comparables et transparents, basés sur le [protocole des GES](#) et vérifiés de manière indépendante ;
- Fixer des objectifs clairs pour que les militaires conservent l'énergie, réduisent leur dépendance aux combustibles fossiles et passent à des énergies renouvelables respectueuses de l'environnement ;
- Fixer des objectifs clairs de réduction pour l'industrie technologique militaire ;
- Donner la priorité aux initiatives de réduction des GES à la source et ne pas s'appuyer sur des systèmes de compensation des émissions de GES ;

- Publier des politiques, des stratégies et des plans d'action de réduction des GES, avec un rapport annuel de suivi des performances ;
- Examiner comment la réduction des dépenses et des déploiements militaires et la modification des positions militaires peuvent réduire les émissions ;
- S'engager à intégrer des évaluations climatiques et environnementales dans la prise de décision pour tous les achats, activités et missions ;
- Souligner la relation entre le changement climatique et la dégradation de l'environnement, et démontrer un engagement à réduire l'impact environnemental global de toutes les activités et missions militaires ;
- S'engager à optimiser la gestion des terrains militaires pour améliorer la séquestration du carbone et la biodiversité ;
- S'engager à accroître la formation des décideurs en matière de climat et d'environnement, notamment sur la manière dont les armées peuvent atténuer le changement climatique et la dégradation de l'environnement ;
- Faire preuve de *leadership*, d'ouverture et d'une volonté de collaborer et d'échanger des informations sur les bonnes pratiques avec les parties prenantes non militaires ;
- S'engager à allouer les ressources appropriées pour garantir que toutes les politiques de protection du climat et de l'environnement puissent être pleinement mises en œuvre.

INITIATIVES GLOBALE DU MOUVEMENT

La Journée d'Action d'IFOR sur le Désarmement Nucléaire



Des branches d'IFOR ont continué ces derniers mois à se réunir chaque semaine lors des réunions du lundi pour échanger et faire des propositions d'actions collectives et ainsi organiser les initiatives globales d'IFOR avec le bureau international.

Le 22 janvier, la Journée d'action d'IFOR sur le désarmement nucléaire a été lancée pour célébrer l'entrée en vigueur du Traité des Nations Unies sur l'interdic-

tion des armes nucléaires (TPNW) qui a atteint la 50ème signature le 24 octobre 2020. L'IFOR est membre de l'ICAN et soutient le désarmement nucléaire.

La Journée d'action a impliqué plusieurs branches et groupes en dehors de l'IFOR. De nombreuses initiatives ont eu lieu sur les médias sociaux et sont rapportées sur la page Facebook d'IFOR <https://www.facebook.com/InternationalFellowshipofReconciliation>.

La Journée d'action a appelé à :

ACTION COMMUNAUTAIRE : Partager la solidarité avec les victimes de catastrophes environnementales dues à l'exploitation des ressources nucléaires, aux essais et aux déchets.

ACTION SPIRITUELLE : Fournir un point de concentration et de réflexion spirituelle.

ACTION POLITIQUE : Engager les politiciens, les décideurs politiques, les leaders d'opinion et les autorités sur la nécessité du désarmement ; remercier ceux qui ont ratifié le Traité et appeler ceux qui ne l'ont pas encore fait. Appelez les conseils municipaux et régionaux

à adopter des résolutions soutenant le TPNW.

La première conférence des États parties aura lieu à Vienne du 22 au 24 mars 2022 et est également ouverte aux observateurs. La Norvège est devenue le premier membre de l'OTAN à s'engager à participer à la première conférence des États parties au TPNW. Cet engagement a été inclus dans l'accord de coalition du gouvernement, publié le 13 octobre.

Plus de détails sur cette journée d'action sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/news/2021/1/16/its-time-to-celebrate-the-nuclear-ban-and-continue-to-make-peace-the-new-normal>.

Lors des réunions du lundi, la nécessité de discuter et d'explorer davantage la catastrophe climatique et le lien entre le changement climatique et les questions de paix a été soulevée.

Des webinaires internes ont été planifiés au cours des derniers mois pour répondre à ce besoin.

Le changement climatique est la question déterminante de notre époque. Il est la cause de catastrophes, tandis que ses effets sont des conflits et des fractures de la paix. En regardant plus en profondeur, comme le fait le mouvement IFOR, il est clair que les questions de migration, d'instabilité sociale, d'inégalité, d'injustice et de guerre nécessitent toutes de s'attaquer au changement climatique.

Discussion interne sur la catastrophe climatique



Nous avons lancé une discussion interne sur le changement climatique et avons échangé sur les actions communes possibles. Lors du premier webinar interne d'IFOR, le 29 mai, nous avons entendu les voix d'IFOR du monde entier sur la lutte contre le changement climatique et les problèmes associés tels que l'exploitation des terres, la pollution militaire, les réfugiés climatiques...

Des membres du Sud Soudan, du Togo, de l'Ouganda, de Colombie, d'Argentine, du Bangladesh, d'Inde, d'Allemagne et du Royaume-Uni

ont partagé leurs expériences locales.

Plus de quarante membres de différentes régions du monde ont participé à ce webinar.

Lors du webinar suivant, le 10 juillet, nous avons discuté des résultats et échangé sur le développement d'une éventuelle action globale d'IFOR reliant le changement climatique et les questions de paix.

L'attention s'est concentrée sur quatre domaines



: l'armée, l'exploitation des ressources et les droits des populations indigènes, les migrants et réfugiés climatiques, le pollueur-payeur.

Le troisième séminaire en ligne interne, qui s'est tenu le 11 septembre, avait pour but d'affiner les propositions et de les mettre en œuvre concrètement.

Ce webinaire a permis à l'ensemble du mouvement de se réunir et de travailler en réseau pour réfléchir à la manière dont les branches/groupes/affiliés et le mouvement IFOR dans son ensemble peuvent répondre à la question urgente du changement climatique.

Au cours de la discussion, une attention particulière a été accordée à la prochaine COP 26 à Glasgow.

Entre-temps, l'IFOR a rejoint deux appels internationaux sur la pollution militaire, lancés par la société civile pour la COP 26.

Vous pouvez lire plus de détails ici : <https://www.ifor.org/news/2021/8/25/ifor-joins-international-call-to-action-for-cop-26-on-military-pollution>

Ce fut une grande expérience et une occasion unique de se réunir en tant que mouvement et d'échanger sur le changement climatique.

Journée mondiale d'action contre les catastrophes climatiques

LE MILITARISME EST LE MOTEUR DE LA CATASTROPHE CLIMATIQUE

JOURNÉE D'ACTION 30 OCTOBRE 2021

bit.ly/3AtNQos

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT!

IFOR

La Journée d'action globale du 30 octobre sur l'EXPLOITATION DES RESSOURCES, LES CONFLITS VIOLENTS ET LE MILITARISME : MOTEURS DE LA CATASTROPHE CLIMATIQUE a suivi le 3ème webinaire interne.

La Journée d'action globale de l'IFOR s'est concentrée sur le domaine du militarisme et du système de guerre global et a été composée de différentes

initiatives liées à la #compassion, à la #responsabilité et au #changement et ancrées dans la non-violence. La guerre, la production d'armements, la militarisation du territoire, les investissements militaires, la sécurité sont quelques-uns des sujets abordés par le biais d'initiatives individuelles, virtuelles, informelles et institutionnelles.

Le changement climatique est lié aux questions de paix, ce qui est particulièrement évident dans le domaine des conflits armés.

La guerre a un impact direct sur le terrain, provoquant également la destruction de la terre, la contamination, la pollution et la réduction ou la

destruction des cultures, de l'élevage et des sources d'eau saines.

L'IFOR demande maintenant instamment de mettre en lumière un aspect important qui a un impact mondial, à savoir : « Les effets destructeurs sur l'environnement et le climat de toutes les activités du secteur militaire » et sur les demandes

En 2020, il y a eu 120 conflits dans le monde.*
Nous devons nous assurer que les dommages
environnementaux causés par ces conflits et
toute autre activité militaire sont
correctement enregistrés, rapportés et
réparés.

*violent crisis, limited war & war
source: <https://vix.de/>, conflict barometer 2020

International Fellowship of Reconciliation



suivantes :

1. Divulguer les effets destructeurs de l'armée sur la base de faits concrets,
2. Collecte de données et transparence totale sur l'empreinte carbone de l'armée,
3. Déclaration obligatoire de toutes les émissions de GES militaires conformément à la Convention-cadre des Nations unies (Accord de Paris, 2015) dans les rapports nationaux respectifs sur le climat.
4. Inclusion des émissions de GES militaires dans les négociations futures sur le climat,
5. Mettre fin à la guerre.

La production d'armes nécessite souvent de récupérer des ressources souvent exploitées et implique souvent des déchets et de la pollution. L'utilisation des armes elle-même a des conséquences négatives sur l'environnement. L'un des exemples les plus frappants est celui des armes nucléaires, dont la production, les essais, le stockage et l'utilisation représentent un danger constant pour l'humanité et la planète entière, au point d'avoir des conséquences dévastatrices et irréparables.

La militarisation du territoire et les actions des groupes armés provoquent également la dévastation de l'environnement dans lequel vivent les gens, entraînant des conditions de vie insupportables et nuisibles.

En outre, de nombreux conflits violents sont générés pour obtenir le contrôle des ressources, souvent dans des pays riches en ressources, généralement dans le sud du monde.

L'investissement dans les armements et l'armée est immoral, à la fois parce qu'il s'agit d'un investissement dans la destruction d'êtres vivants et de territoires et parce qu'il déplace des ressources nécessaires à la protection et à la sauvegarde de l'environnement et de la vie sur la planète. Il existe de nombreux investissements urgents pour prévenir les catastrophes et réparer les dommages déjà causés, et tant que l'on pensera que la sécurité est assurée par l'armée, les catastrophes continueront.

La sécurité des individus et de la planète qui nous accueille est déterminée par le «soin de notre maison commune», par le respect de l'environnement et des ressources, et par leur utilisation parcimonieuse et non égoïste ou dans l'intérêt de quelques-uns.

La non-violence met en évidence la nécessité et l'utilité de choix alternatifs à ceux de la culture de la violence, des choix qui engagent tous les acteurs sociaux, des choix visant à préserver toutes les formes de vie et à réparer les formes d'injustice et d'inégalité entre les habitants de la Terre.

Le **6 novembre, Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement dans la guerre et les conflits armés**, l'IFOR s'est fortement mobilisé sur les médias sociaux, sur sa page Facebook, et a publié un message spécial.

Plus de détails et l'info sur les différentes initiatives menées par les branches et d'autres organisations pour la Journée globale d'action sont disponibles ici : <https://www.ifor.org/international-day-of-action-1#global-day-of-action>.

TRAVAIL RÉGIONAL DE L'IFOR

Au cours des derniers mois, les branches d'IFOR se sont mobilisées dans différentes régions.

L'Europe

Les branches européennes se sont réunies le 17 avril pour la réunion annuelle de l'EuFOR, cette fois-ci virtuellement, pour échanger sur les initiatives locales et discuter des domaines d'action communs tels que le désarmement nucléaire, le commerce et l'exposition d'armes et les migrations, par exemple.

Asie

Le 5 août, les branches asiatiques se sont réunies pour la première fois virtuellement et ont discuté de plusieurs questions telles que les droits de l'homme des minorités et ont apporté des contributions sur le Myanmar pour le travail de l'IFOR au niveau de l'ONU et au niveau international.

Afrique

Les Branches, Groupes et Affiliés (BGA) d'IFOR en Afrique se mobilisent !

Les branches africaines se sont réunies régulièrement en ligne au cours des derniers mois.

Le Conseil International de IFOR de Novembre 2018 (Catane, Italie) a décidé de maintenir le Groupe de Travail Afrique (composé d'africains et de non-africains). Il lui a confié les missions suivantes : (1) Organiser des réunions du Groupe de Travail Afrique en Afrique ; (2) Œuvrer pour la tenue du prochain Conseil IFOR en terre d'Afrique ; (3) Elaborer et mettre en œuvre le Programme IFOR Afrique ; (4) Favoriser l'autonomisation et une plus forte implication des



Amérique

Quant à la région des Amériques, plusieurs échanges ont eu lieu entre les membres d'IFOR pour soutenir les campagnes et les efforts en cours pour aborder et défendre les droits de l'homme, en particulier en Amérique du Sud. Le SERPAJ tiendra également une assemblée en ligne à l'échelle du continent le 4 décembre, au cours de laquelle des élections à l'organe de direction auront lieu.

femmes dans les BGA en Afrique et veiller au renforcement de leur participation au prochain Conseil International; (5) Redynamiser, en plus des activités de formation et d'éducation, les anciens BGAs Afrique qui ne sont plus actifs, augmenter le nombre de BGA en Afrique par le suivi et l'accélération de leur processus d'adhésion, et encourager une plus forte coopération entre les BGA de la région ; (6) Soutenir le développement d'un Réseau panafricain de non-violence et de consolidation de la paix.

Depuis avril 2021, le GTA se réunit par zoom.

En dépit des difficultés de communication causées parfois par le manque d'équipements informatiques adéquats, la mauvaise qualité du réseau internet, les coupures d'électricité,

etc, ces réunions connaissent la participation enthousiaste et dynamique notamment des deux Représentants Afrique au RCC, des deux Membres africains à ICOM, de deux membres du Comité Préparatoire de Juba 2022, et des leaders des BGAs Afrique. Elles sont enrichies en plus par la participation de Zaira Zafarana d'IFOR. Elles sont donc une plate-forme d'échanges, de réflexion et d'initiatives ouvertes à tous les artisans d'IFOR qui travaillent en terre d'Afrique ou sont en lien avec cette Région d'IFOR. Lors des précédentes réunions, nous avons partagé sur un Focus relatif aux « situations de violences et des initiatives de réconciliation, de non-violence et de paix en Afrique aujourd'hui », sur la « Vision de IFOR », sur la préparation de la Rencontre de Juba 2022, et sur la préparation de l'Atelier de Brazzaville.

En effet, **un Atelier de travail en présentiel aura lieu du 21 au 27 février novembre 2022 à Brazzaville** (République du Congo). Cette rencontre d'une équipe de coordination aura pour objectifs (i) d'élaborer et d'établir le Programme IFOR Afrique, (ii) élaborer un Plan Stratégique de IFOR sur l'Afrique, (iii) de préparer la Rencontre de Juba de 2022.

Le GTA veut que l'ensemble des BGA de IFOR s'implique dans le processus de conception et d'élaboration de ce Programme et de son Plan Stratégique, de telle manière à se l'approprier par la suite afin de participer à leur mise en œuvre. C'est pourquoi, avec le soutien du Secrétariat International, courant mai 2021, un Questionnaire de consultation a été envoyé à tous les BGA. Lors des séances de l'Atelier, d'autres personnes des BGA Afrique et non-africains, pourront participer par zoom. Nous espérons que toutes ces participations vont enrichir ce travail qui est en train d'être réalisé.

C'est une joie que finalement **IFOR ait choisi la ville de Juba (Sud Soudan), en terre d'Afrique, pour tenir le prochain Conseil, en 2022**. Le Sud-Soudan est le plus récent pays à être admis à l'ONU, il ya 10 ans. Son histoire est traversée par des déchirures et des conflits armés, mais c'est surtout une terre où les popu-

lations vivent des riches expériences de réconciliation et de reconstruction de la paix. C'est alors une responsabilité pour les BGAs Afrique de contribuer plus activement à la préparation et au déroulement de cet évènement international de 2022.

C'est dans ce contexte qu'une équipe de travail est en train de se mettre en place, afin de réfléchir et proposer des actions pour « **l'Autonomisation et le renforcement de l'implication des femmes dans les BGA en Afrique** ».

Il nous reste aussi à trouver des stratégies afin de **redynamiser des BGAs Afrique qui ne sont plus actifs, augmenter le nombre de BGA en Afrique, plus renforcer la coopération entre les BGA de la Région Afrique**. Le Secrétariat International et le Groupe de Travail Afrique rencontrent les difficultés suivantes : absence de réponse aux emails, numéros de téléphone incorrects ou ne répondant pas. Nous n'avons pas de possibilité logistique ou financière de se rendre sur place.

Le GTA a pris contact avec une organisation dénommée « Africa Peace Research and Education Association » (AFPREA), affiliée à l'Association Internationale de Recherche de la Paix (IPRA). **Il sera possible d'organiser une rencontre entre nos deux organisations à Juba**. Tout en veillant sur l'identité d'IFOR, nous espérons avoir d'autres partenaires crédibles pour développer le réseau panafricain de non-violence et de consolidation de la paix. Les BGAs sont encouragés à identifier et transmettre des renseignements d'autres possibles partenaires afin de soutenir ce travail. Dans ce cadre du panafricanisme, **le Groupe de Travail Afrique a rendu un hommage mérité au Docteur Kenneth Kaunda** (décédé le 17 juin 2021 à Lusaka, Zambie, dans sa 97ème année). Cette illustre figure est le père de l'indépendance de la Zambie, le « Gandhi africain » qui a soutenu avec sagesse et dans la non-violence, le mouvement de libération d'autres peuples à travers l'Afrique.

Mises à jour locales de Branches, Groupes et Affiliés

FOR Zimbabwe

Initiative du kit de survie pour fillettes
Fellowship of Reconciliation Zimbabwe

L'initiative Girl Child Survival Kit est l'un des programmes de non-violence et d'autonomisation gérés par le Mouvement de Réconciliation-Zimbabwe. C'est un projet qui a été réalisé après avoir observé la violence institutionnelle et la marginalisation de la fillette, et la fermeture et l'effondrement du système éducatif en raison de la pandémie de Covid au Zimbabwe.

Le projet a identifié 22 filles vulnérables âgées de 16 à 18 ans qui avaient du mal à poursuivre leurs études, ce qui les rend vulnérables aux mariages précoces, aux abus et à la violence. La situation a également été aggravée par la pandémie de Covid qui a non seulement coupé les revenus des familles, mais a entraîné la fermeture de nombreux établissements d'enseignement communautaire.

Sans éducation de base et sans compétences de base pour la survie, l'avenir de ces filles, et dans une plus large mesure, l'avenir de la fillette est fortement compromis. L'histoire et les expériences passées nous ont également montré que ces filles finissent par être manipulées pour être des outils «volontaires» entre les mains de politiciens violents au fur et à mesure qu'elles veulent réaliser leurs programmes politiques.

C'est dans ce contexte que le projet Girl Child Survival Kit Initiative a vu le jour.

Nous avons commencé avec seulement 22 filles qui suivront une série d'ateliers de formation et

d'autonomisation sur la non-violence active. Les sujets à couvrir comprennent :

Prévention non-violente des conflits

Gestion non-violente des conflits

Résolution non-violente des conflits

Compétences de base en communication

La section des formations sur l'autonomisation leur permet d'acquérir des compétences de survie telles que la couture, l'élevage de poulets et la confiserie, entre autres. Les filles vont également suivre des cours dans les cinq matières critiques du lycée au Zimbabwe.

Cela aboutira à leur passage aux examens nationaux.



Nous apprécions le soutien fourni par FOR Angleterre et Écosse à travers l'International Peacemakers' Fund.

Sur cette photo, Akadim et Makios (FOR-Zimbabwe) et quelques membres du personnel de

l'école où les filles suivent leurs cours.

Nous sommes convaincus qu'une combinaison de formations à la non-violence et de compétences socio-économiques pratiques est un moyen efficace de créer, d'entretenir et de construire une culture de la paix et de la non-violence en tant que mode de vie et moyen de transformation, en particulier en Afrique. Une

Etats-Unis

FOR USA a été actif autour de la Campagne de la Déclaration internationale sur le Refuge. En partenariat avec la campagne *International Sanctuary Declaration* et le Comité œcuménique sur l'asile de l'Église (Allemagne), FOR USA a organisé trois webinaires sur le sujet. Ils peuvent être consultés sur la page YouTube de FOR USA, aux liens suivants :

- <https://www.youtube.com/watch?v=DmHx-UqlanVc>
- <https://www.youtube.com/watch?v=a9gfIs-F6BkA>
- <https://www.youtube.com/watch?v=a9gfIs-F6BkA>

Le texte de la Déclaration internationale sur le Refuge est disponible sur le site web suivant et attire toujours des signatures : <http://tinyurl.com/global-sanctuary>

Dans le même ordre d'idées, le Congrès mondial de la paix du Bureau international de la paix, qui se tiendra en octobre prochain à Barcelone

FOR Inde

Le MIR en Inde a traversé une période difficile. La pandémie a en quelque sorte été une orientation, car les directives sur le protocole de sécurité, l'utilisation de masques, la distanciation sociale et l'interdiction des rassemblements de toute nature ont ouvert de nouvelles façons de rester en contact les uns avec les autres, et d'utiliser la technologie. La première vague de la pandémie était passée avec une traînée de pertes de vies et de moyens de subsistance.

telle combinaison est facilement acceptable et détenue conjointement par les dirigeants communautaires.

Ensemble, nous pouvons créer un reste non-violent dans notre monde.

(Espagne), réunira des bâtisseurs de la paix du monde entier autour du thème inspirant "[Re-] imaginez notre monde : Action pour la paix et la justice". On peut participer virtuellement à cet événement mondial en direct en s'inscrivant sur www.ipb2021.barcelona. En août 2021, FOR-USA a organisé un événement en ligne pré-congrès, en partenariat avec la Campagne internationale de la Déclaration sur le Refuge et le Bureau international de la paix, sur le thème "Religion, Paix et Sanctuaire". Le programme présentait six voix d'experts du monde entier pour une discussion approfondie sur les impacts des guerres par procuration, de l'exploitation économique, et de la catastrophe climatique sur les populations déplacées de force et la destruction de l'environnement. Les intervenants ont discuté du rôle des puissances coloniales, des sociétés multinationales et du complexe militaro-industriel dans ces crises. L'enregistrement vidéo peut être consulté sur [Youtube.com/user/FellowshipUSA](https://www.youtube.com/user/FellowshipUSA)





Notre pays a subi le traumatisme de millions de personnes migrant à pied vers leurs villages depuis les villes de toute l'Inde, tous les transports publics étant fermés sur ordre du gouvernement. Tout comme nous étions dans une brève période de quasi-normalité après la première vague de la pandémie, les élections et les rassemblements religieux de masse semblent avoir contribué à une grave deuxième vague de la pandémie.



Cette deuxième vague a pris la nation dans un état non préparé, avec une pénurie de vaccins, de médicaments, de lits d'hôpitaux et d'oxygène. Les plus jeunes sont de plus en plus victimes. Nous payons un prix énorme alors que nous traversons cette phase de confinement total. Maintenant, nous sommes avertis qu'une troisième phase de la pandémie va s'abattre. Le confinement, le chômage, les factures d'hôpital payées avec de l'argent emprunté et le traumatisme de perdre des êtres chers, les seuls soutiens de famille, les enfants orphelins, ne sont que quelques éléments de l'énorme liste de fardeaux que les gens subissent. La plupart d'entre

nous ont quelqu'un dont la mort a été causée par COVID 19. Nous pleurons et prions pour les personnes endeuillées et leurs familles.

Pendant cette période, nous avons eu plusieurs réunions virtuelles. Certaines réunions sont autour d'un thème précis ou autour d'un événement d'actualité. Nous essayons de terminer chaque réunion avec un point d'action qui pourrait aider à appeler l'attention du gouvernement ou d'un fonctionnaire pour réparation. Parfois, il s'agirait de collecter des ressources pour répondre aux besoins urgents des familles touchées.



La migration intra-étatique des villages vers les grandes villes en raison d'inondations ou de sécheresses est un problème croissant. Ceci est distinct de la migration des pays voisins qui peuvent avoir des raisons politiques ou des conflits de groupe/religieux. Nous portons cette question de la migration à l'attention des dirigeants nationaux afin qu'ils puissent l'aborder dans des forums comme les Nations Unies, car les migrants à cause du changement climatique sont les mêmes dans le monde entier. Les gens migrent lorsque l'agriculture et la production



animale ne parviennent même pas à assurer une alimentation minimale à leurs familles. Les industries qui utilisent des combustibles fossiles et les nations qui sont les points de destination du minerai brut extrait, doivent élaborer des plans d'action pour minimiser le réchauffement climatique qui est la cause du changement climatique.

Certains de nos programmes ont des groupes cibles spécifiques comme les professionnels de la santé, la police, les travailleurs politiques, les groupes d'entraide, les enseignants, les étudiants des écoles et des collèges. Un modèle partiel de cours et partiel d'interaction sont utilisés avec les jeux de rôle. Dans tous les programmes, invariablement, la nécessité de réduire les conflits et le désir de paix seront de la partie. Construire une société socialement cohésive en encourageant le mouvement social et économique vers le haut est souvent un besoin exprimé auquel nos programmes répondent par le biais d'un apprentissage partagé. Les programmes de médiation et de résolution de conflits qui sont menés ont le sujet du bien-être durable introduit avec la non-violence comme méthode et moyen. Cela s'est avéré acceptable et utile pour ceux qui participent à nos programmes.

FOR England & Scotland

Un appel chrétien à de graves perturbations ?

Le gouvernement britannique a voulu adopter une législation qui réduirait considérablement le droit de manifester au Royaume-Uni. MIR Angleterre et Écosse, dans le cadre du Réseau des organisations chrétiennes de paix, a organisé un webinar spécial explorant les approches chrétiennes de la non-violence et comment le projet de loi aurait un impact sur notre capacité à agir. Les conférenciers venaient des mouvements Black Lives Matter, environnementaux et catholiques, et entre eux une soirée stimulante et inspirante a eu lieu.



Les conférences de la série commémorative annuelle Acharya K.K. Chandy se poursuivent chaque année sur un sujet de paix spécifique. Les trois dernières années, nous nous concentrons sur la spiritualité et le bien-être. Le Dr K.P. Pothen, notre ancien président, a dirigé l'aile des affaires publiques du Mouvement et n'a pas tardé à faire des suggestions et des commentaires sur des sujets d'actualité et de discussion. Les deux écoles qu'il a établies à Indore, dans le Madhya Pradesh, ont été le lieu d'un certain nombre de réunions, de discussions et de programmes. Nous rendons hommage à sa mémoire et à son engagement désintéressé pour la cause de la paix et de la réconciliation.

Perspectives pentecôtistes sur la paix

Le Conseil annuel (réunion) du MIR est un moment important dans le calendrier de la branche d'Angleterre et Écosse. Il donne la chance de regarder en arrière et de célébrer ce que nous avons accompli l'année dernière, tout en offrant une occasion de réflexion et de défi pour façonner l'année à venir. Parallèlement aux activités habituelles de la branche, il y a toujours un discours d'ouverture qui défie et inspire d'un point de vue différent. Ces dernières années, cela a inclus une histoire personnelle de la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine et des vues du Pacifique sur un monde sans armes atomiques. Cette année, nous avons été ravis

d'être rejoints par Shermana Fletcher, d'Églises Ensembles en Angleterre, qui a partagé une partie de sa propre histoire sous le titre « Perspectives pentecôtistes sur la paix ». C'était une discussion très variée et passionnée, qui nous a tous énergisés à l'idée d'engager un plus large éventail de chrétiens.

Le réalisateur assiste au webinaire sur la décolonisation de la paix

Le directeur du MIR Angleterre et Écosse a récemment assisté à un webinaire sur la décolonisation de la paix. Le webinaire a vu le jour à la suite d'une recherche substantielle menée par un organisme de paix laïque, Peace Direct. Le webinaire et le rapport qui l'accompagne se concentrent sur différentes manières de rééquilibrer l'(in)équilibre de pouvoir entre des donateurs et des bénéficiaires des subventions – à tous les niveaux – de la stratégie à la livraison. Alors que nous considérons si nous souhaitons passer plus de temps à réexaminer les équilibres de pouvoir dans le MIR, il vaut la

peine de lire le rapport pour aider à stimuler votre réflexion : https://www.peacedirect.org/timetodecoloniseaid_fr/

Les étudiants font des guirlandes de fanions pour la paix

Le craftivisme gagne en popularité au Royaume-Uni. C'est l'art d'utiliser une aiguille, du fil et du temps pour s'asseoir et coudre un message réfléchi et passer d'une pancarte pré-imprimée à un message personnel. MIR Angleterre et Écosse arrive à la conclusion d'un partenariat de deux ans avec le Mouvement des étudiants chrétiens (Mec). L'une de nos dernières activités partagées est de créer une guirlande de fanions pour la paix, composée de nombreux triangles différents de messages pour la paix, qui sera présenté à la DSEI Fête des Arms en septembre à Londres. Une fois affiché là-bas, il se rendra à de nombreux événements Mec différents comme un rappel constant de notre témoignage partagé de la paix.

FOR L'Autriche

La paix est possible – quand elle est en sécurité !

Impulsions pour une conception non violente de la société et de l'État

Conférence tri-annuelle du MIR Autriche, 12 - 14 novembre 2021 à Linz

Au vu des multiples crises du présent (la démocratie, les réfugiés, le climat, l'économie, la pandémie...), nous nous posons les suivantes questions lors de cette conférence : Comment la paix et la sécurité sont-elles liées à ces défis ? De combien de paix et de sécurité avons-nous besoin et comment pouvons-nous y parvenir ? Notre point de départ est le processus de « repenser la sécurité » engagé en Allemagne depuis plusieurs années (www.sicherheitneudenken.de). Initiatives existantes des Nations Unies

(Agenda 2030 pour le développement durable), de l'OSCE ou de l'UE et de la politique de l'État d'Autriche (la neutralité, le désarmement, le service civil pour la paix) sont inclus, ainsi que les concepts de

recherche sur la paix et les activités des mouvements pacifistes de la société civile. La sécurité commune, globale et humaine va bien au-delà du concept militaire de sécurité de l'État. L'attitude et la méthodologie de la non-violence active contribuent-elles à une « paix par des moyens pacifiques » juste et durable ?

Le programme de la conférence comprend une table ronde publique sur la paix, la sécurité et



la non-violence ; des ateliers et des groupes sur différents aspects du thème ; une promenade guidée vers les monuments à la non-violence active et à Franz Jägerstätter, objecteur de conscience à l'armée d'Hitler, et son épouse Franziska ; une célébration du 100e anniversaire de la fondation du MIR Autriche avec des messages de Hildegard Goss-Mayr, présidente honoraire du MIR, de l'évêque Scheuer et du surintendant Lehner de Linz ; et un résumé des idées et des activités menant probablement à un processus visant à façonner la politique autrichienne dans un cadre plus pacifique et manière non-violente.

Nous accueillons chaleureusement les invités de l'étranger, en particulier des BGA du MIR, à notre conférence, qui se déroulera en allemand. Pour plus d'informations et inscription :

Int. Versöhnungsbund, österr. Zweig
Lederergasse 23/3/27
1080 Vienne
L'Autriche
Tél. : +43 – (0)1 – 408 53 32
office@versoehnungsbund.at
www.versoehnungsbund.at/frieden-ist-moeglich

MIR Italie

“The Dove and the Twig - An Ecopacifist Project”, new publication of MIR Italy

Peace and ecology are two values and two objectives that must be correlated in order to safeguard life on Earth.

In order to spread the ecopacifist project, MIR-Movimento Internazionale della Riconciliazione, the Italian branch of the International Fellowship of Reconciliation, has realized the book “La colomba e il ramoscello” (The Dove and the Twig) just published by Edizioni Gruppo Abele.

Recalling prophetic voices - such as those of Gandhi, Langer, Dolci, Galtung, Salio, Pope Francis and others - and texts of the great religions in favor of peace, disarmament and protection of the 'common home', the book proposes the ecopacifist perspective as an indispensable link between nonviolent and ecological commitment.

“The Dove and the Twig” is an important stimulus to the ecological and pacifist movements, some of which are presented in the book, in view not only of their active and positive collaboration, but also of an effective integration of the various forms of commitment against all kinds of violence and for the reconciliation between man and his precious and delicate

Movimento Internazionale
della Riconciliazione

La colomba e il ramoscello

Un progetto ecopacifista



edizioni
GruppoAbele

biological context.

Not only the destruction caused by wars, but also environmental disasters of climatic origin,

are more and more clearly of human responsibility, in particular of the minority part of humanity more consumerist, energy-consuming, unequal and violent, which causes the greatest suffering to the poor, but in the future to all the inhabitants of the Earth.

With this book, MIR intends to continue on the path of education for integral peace, non-violence in relations between human beings, distributive justice, fraternal solidarity, ecological conversion, lifestyles and respect and care for nature.

MIR Italy has officially presented the book in a public event on the evening of September 3rd, 2021 in Florence, on the occasion of the National Assembly of the Movement.

For more details: <https://www.miritalia.org/2021/07/30/la-colomba-e-il-ramoscello-un-progetto-ecopafcifista-nuova-pubblicazione-del-mir/>

En mémoire



À la mémoire du révérend Richard Deats, leader de longue date du mouvement pour la paix et professeur influent de la non-violence

Photo par FOR U.S.A.



Auteur et conférencier prolifique, le révérend Deats a renforcé les mouvements de base en dirigeant des formations à l'action non violente dans des zones de conflit du monde entier.

Le révérend Richard Deats, leader de longue date du mouvement mondial pour la paix et l'un des enseignants les plus influents de la philosophie et de la pratique de l'action non-violente dans les mouvements du XXe siècle, est décédé à Nyack, dans l'État de New York, le 7 avril, des suites de complications

liées à une pneumonie, selon son fils, Mark Deats. Il avait 89 ans.

“En tant que dirigeant de longue date de l'organisation mondiale du mouvement pour la paix, le Mouvement International de Réconciliation et rédacteur en chef du magazine Fellowship, Richard Deats était l'un des dirigeants du mouvement pour la paix les plus respectés, les mieux connectés et les plus influents aux États-Unis et dans le monde au cours de la dernière moitié du XXe siècle”, a déclaré le révérend John Dear, un ami proche et ancien directeur exécutif du Mouvement International de Réconciliation, ou MIR.

“Deats a travaillé en étroite collaboration avec des leaders de la paix du monde entier, notamment Martin Luther King, Jr, Coretta Scott King, le révérend Jim Lawson et d'autres leaders des droits civiques, plusieurs héritiers du Mahatma Gandhi, Thich Nhat Hanh et de nombreux leaders bouddhistes, le révérend Daniel Berrigan et l'archevêque Desmond Tutu”, a déclaré Dear. Deats a rejoint Mme King à la Maison Blanche lorsque Ronald Reagan a promulgué les jours fériés en l'honneur de Martin Luther King, Jr.

Au début des années 1980, Deats a contribué à l'organisation et à la présentation de centaines d'ateliers sur la non-violence, auxquels ont participé des dizaines de milliers de personnes à travers les

Philippines, et qui ont jeté les bases du mouvement de non-violence People Power qui a renversé la dictature de Ferdinand Marcos en 1986. Il a également dirigé 13 délégations de paix en Union soviétique dans les années 1980, ce qui a permis d'apaiser les tensions et d'établir des relations en pleine guerre froide.

Né le 8 février 1932 à Big Spring, au Texas, Deats a fréquenté le McMurry College à Abilene, au Texas, au début des années 1950, où il était actif dans le mouvement étudiant méthodiste. La vie de Deats a changé un jour de 1951 lorsque, étudiant, il a entendu la pacifiste britannique Muriel Lester parler de Gandhi et de la non-violence.

Lester effectuait une tournée mondiale de conférences au nom du MIR, et avait été un ami proche du Mahatma Gandhi, qui avait séjourné avec elle pendant trois mois à Londres lors de la Conférence de la Table ronde de 1931. Lester a convaincu Deats que la méthodologie du changement non-violent de Gandhi fonctionnait mieux que la violence, et que le christianisme était également enraciné dans la non-violence.

Deats s'engage rapidement dans la branche américaine du MIR et se porte volontaire l'été suivant pour travailler dans un camp de réfugiés en Allemagne. Deats a ensuite publié une anthologie des écrits de Lester, *Ambassador of Reconciliation : A Muriel Lester Reader*.

...

En collaboration avec le MIR, il a contribué à l'organisation de la première tournée de conférences d'un jeune moine bouddhiste vietnamien, Thich Nhat Hanh, qui deviendra plus tard un auteur et un enseignant de la pleine conscience bouddhiste de renommée mondiale et sera proposé par King pour le prix Nobel de la paix. Thich Nhat Hanh a séjourné chez Deats et sa famille à Manille en 1965 et ils sont restés collègues pendant des décennies.

En 1972, Deats accepte un poste au bureau national de MIR à Nyack, New York, où il vivra et travaillera pour le reste de sa vie.

Au cours des trois décennies suivantes, il a parcouru le monde et promu la paix, la non-violence et la réconciliation par le biais du MIR, tout comme Muriel Lester l'avait fait dans les années 1950. Il a écrit

d'innombrables articles, prononcé de nombreux discours et mené d'innombrables formations sur la non-violence active en tant que méthodologie pour les mouvements de base et le changement social.

...

Deats a conclu que la non-violence active est devenue une force puissante et centrale dans le rôle des mouvements de libération mondiaux. Alors que certains ont décrit le 20e siècle comme le plus violent de l'histoire de l'humanité, Deats a parlé avec espoir de la prise de conscience croissante des enseignements de Gandhi et de King, et a soutenu de manière persuasive que leur influence aura un impact durable sur notre avenir commun.

"Si une civilisation démocratique mondiale doit naître et perdurer, notre défi est de continuer à développer des alternatives non-violentes à la guerre et à toutes les formes d'oppression", a-t-il ajouté. "Nous devons continuer à remettre en question le vieux postulat selon lequel la violence est nécessaire pour surmonter l'injustice, résister à l'oppression et établir le bien-être social."

Deats laisse derrière lui sa femme, Jan, de Nyack, New York ; ses quatre enfants, Mark, de River Vale, New Jersey ; Stephen, de Brooklyn, New York ; Katherine, de New York ; et Lisa, de Jérusalem ; 15 petits-enfants ; et huit arrière-petits-enfants.

Extraits d'une notice nécrologique rédigée par Ethan Vesely-Flad et le révérend John Dear, publiée initialement le 7 avril 2021 à Waging Nonviolence : <https://wagingnonviolence.org/2021/04/remembering-rev-richard-deats-peace-movement-leader-teacher-nonviolence/>. Nous remercions Ethan de nous avoir permis de reproduire ces extraits ici. Sur la page Facebook suivante, on peut voir le service commémoratif de Richard à l'église épiscopale à Nyack, avec un hommage émouvant de l'ancien membre du personnel du MIR, Jack Payden-Travers (à partir de 47:00 minutes dans l'enregistrement vidéo) : https://www.facebook.com/watch/live/?v=470776900683825&ref=watch_permalink.

Liza Smith évoquée

Ici, Liza Smith est évoquée par ceux qui ont travaillé avec elle sur le projet d'accompagnement en Colombie de FOR USA, aujourd'hui FOR Peace Presence.

Chris Courtheyn

Avec Liza, nous avons codirigé une formation de futurs accompagnateurs internationaux en Colombie. Dans notre section sur le privilège et la solidarité, j'ai lu un passage de la Pédagogie des Opprimés de Paulo Freire sur la solidarité, le dialogue et la libération. Par la suite, Liza m'a dit qu'elle avait un groupe de lecture avec l'ancien accompagnateur de FOR Isaac Beachy ; ils avaient prévu de lire la Pédagogie des Opprimés et elle m'a invité à les rejoindre. Le livre explore comment fonctionnent les systèmes d'oppression par lesquels les opprimés intériorisent leur infériorité et les oppresseurs maintiennent un complexe de supériorité qui blâme les pauvres pour leur pauvreté. Il insiste sur le dialogue entre les opprimés et les personnes de la classe des oppresseurs qui cherchent à surmonter les systèmes d'inégalité et de violence. Un travail de solidarité comme celui réalisé par le projet d'accompagnement du MIR avec les campesinos (paysans) et les objecteurs de conscience en Colombie tente de construire de telles alliances et dialogues. Mais il est difficile de se passer de reproduire des inégalités et des attitudes paternalistes consistant à « aider » les autres à se libérer ». Bien que pas tous, la plupart des accompagnateurs de FOR étaient des citoyens blancs et des pays du nord global. Dialoguer avec ceux qui sont également engagés pour la justice mais différents de nous est un énorme défi, et des organisations comme le MIR ont mandaté que les accompagnateurs internationaux marchent aux côtés de nos partenaires dans la lutte mais ne deviennent jamais des protagonistes. Liza a dit un jour avec éloquence : « Ce que nous faisons dans notre travail d'accompagnement, c'est nous décoloniser. Défaire tout complexe de supériorité que nous apportons avec nous qui empêche une

Photo by FOR Peace Presence



véritable solidarité. » Elle avait l'étonnante capacité d'être une alliée et d'articuler clairement ces dynamiques avec des mots. Dans notre séance de conclusion sur le livre de Freire, nous avons parlé de sa notion de « faire confiance aux opprimés », ce qui ne signifie pas simplement croire tout ce que les pauvres disent, mais que la confiance est une question d'engagement pour la justice, l'écoute et le dialogue. Liza a conclu : « En tant qu'accompagnatrice ou en Colombie en général, je ne peux pas supposer qu'en tant que gringa je n'ai rien à offrir ou à dire. Je dois me donner les moyens de parler à partir d'un lieu de connaissance et d'expérience, ce qui change la nature de la relation. Lorsqu'on se responsabilise, cela devient plus un véritable dialogue. Mais on doit avoir les connaissances et l'expérience. Il faut beaucoup d'écoute pour y arriver.

En tant que Coordinatrice du projet d'accompagnement international du MIR en Colombie, en 2010, Liza est venue rendre visite à l'équipe de San José de Apartadó, où nous accompagnons la lutte de la Communauté de Paix pour défendre ses terres.

Ce travail implique des moments intenses, comme envoyer des alertes d'action urgente au réseau de solidarité après des menaces envers nos partenaires colombiens, ou se tenir aux côtés des leaders communautaires face à des groupes armés qui empiètent sur leur territoire. Mais l'accompagnement est aussi rempli d'innombrables expériences de plaisir et de joie. J'ai partagé l'un de mes moments les plus mémorables avec Liza lors de cette visite en 2010. Elle a apporté sa guitare. Un après-midi, alors qu'elle jouait et chantait juste à l'intérieur de la maison, des filles sont venues nous rejoindre. L'une s'appelait Luisa. Liza leur a demandé ce que nous devrions chanter. Luisa a commencé à nous raconter des histoires sur les niñas y brujas (filles et sorcières). Liza grattait sa guitare et a commencé à chanter quelques mots sur les brujas et les niñas. Luisa s'est ensuite jointe à sa belle voix et a rythmé le freestyle alors que ses notes montaient et descendaient de manière impressionnante. Liza m'a jeté un coup d'œil, les yeux grands ouverts et le sourire brillant, comme pour dire : « Wow, c'est génial ! »

Dominique Auliso

Depuis la première fois que j'ai rencontré Liza dans la formation du MIR à Nyack, New York, je me souviens avoir senti que j'étais en présence d'une personne sage et aimante. Plus je la connaissais, plus j'étais impressionné par sa douceur avec elle-même et les autres. Elle est l'une des rares personnes que je connais à avoir réussi à faire un travail de justice sociale urgent, souvent volatile, tout en donnant de l'énergie à sa vie de musicienne. Elle a démontré que sa musique et sa pratique spirituelle n'étaient pas en contradiction avec son travail de justice. Ils lui ont donné l'équilibre, la joie et la raison au milieu de la violence et de la répression de l'État.

L'engagement de Liza à maintenir l'intégrité du travail du MIR tout en honorant l'humanité de chaque personne qu'elle a rencontrée, était vraiment admirable. Je pense souvent à Liza lorsque je cherche des guides et des leaders de mouvement qui ouvrent la voie. Elle m'a montré ce que signifie vivre avec un espoir féroce pour un monde meilleur et avec un cœur grand ouvert. Je suis très reconnaissant à Liza pour ses qualités de dirigeante, sa gentillesse et son exemple.

Gina Spigarelli

La première fois que j'ai rencontré Liza au manoir de Nyack, dans l'État de New York, elle a résumé ma candidature au MIR en disant : « cela semble être une continuation du travail que tu as fait. » J'ai

probablement rougi, car c'était un bien meilleur résumé de ce que je ressentais en poursuivant mon travail en faveur des droits de l'homme que ce que j'ai pu trouver pour le comité d'embauche. Liza avait le don combiné de l'observation et du langage. La façon dont elle exprimait sa vérité était douce et sincère, même dans ses complexités. J'ai de nombreux souvenirs magiques de moments partagés avec Liza : des happy hours au whisky et des fêtes bohèmes dans sa communauté à Bogotá, en marchant à ses côtés dans des espaces militants et en me présentant les Colombiens qui ont combattu le combat urbain depuis la capitale. Elle m'a présenté, pour la première fois, à de nombreuses personnes avec qui je travaille encore aujourd'hui. Marcher à ses côtés dans la communauté rurale de la paix ou s'asseoir à quelques pas l'un de l'autre dans notre bureau froid du cinquième étage à Bogota, où son ordinateur était empilé sur des livres et où nous avons déjeuné sur le patio ensoleillé en répit des espaces de bureau sombres. Nous étions des clientes constantes du restaurant du rez-de-chaussée, en particulier de leur chocolaterie. Nous avons vu Lila Downs danser comme un lézard lors de son concert et nous nous sommes mises des paillettes pour la Pride, nous avons pris de délicieux dîners et avons dansé la salsa dans des clubs en sueur. J'ai toujours apprécié la conversation avec Liza et son analyse constante de la façon dont les choses étaient. Et les choses, bien sûr, n'ont pas toujours été faciles. J'ai apprécié de voir Liza chanter, à la fois chez elle et sur scène à Bogotá. J'ai apprécié que Liza n'ait pas peur des larmes. J'ai apprécié que Liza soit à la fois forte et sensible, discrète et gentille. Elle était courageuse, même nerveuse. Et Liza tenait à proximité des traumatismes, les siens et ceux des autres. J'ai beaucoup appris de Liza, et je la cite souvent. Surtout sa lecture calme des différents espaces que nous avons déménagés en Colombie : « C'est incroyable les différentes réalités que nous vivons sur cette planète. »

Isaac Beachy

Je me souviens que Liza portait des chapeaux cool. Elle avait toujours une casquette de baseball cool ou mettait un Borsalino. Elle avait un chapeau rouge particulier, je pense que c'était de feutre, il était vraiment hors de ce monde. Je me souviens qu'elle l'a porté quelques fois avec un costume noir. C'était souvent sa tenue quand elle avait un spectacle. Je crois qu'elle pensait qu'elle déchirait et elle avait raison. Liza aimait l'histoire. Elle croyait vraiment au pouvoir de la narration pour atteindre les gens alors que d'autres moyens ne le feraient pas. Elle m'a fait

m'intéresser à *This American Life*. Elle a dit que c'était l'un de ses programmes préférés.

Une fois, je revenais des États-Unis à l'appartement de Bogota. Partir et revenir en Colombie a toujours été émotionnellement difficile pour moi, mais cette fois je revenais aussi après avoir rompu avec ma petite amie de deux ans. Liza et Jon étaient dans l'appartement de Bogota pour m'accueillir à nouveau. Je pense qu'ils m'avaient prévu une fête (difficile à retenir), mais je n'étais pas vraiment d'humeur à faire la fête. Voyant comment je me sentais, ils ont annulé la fête et se sont simplement assis et ont parlé avec moi. Elle était là pour moi.

Peter Cousins

Après la mort de Liza, j'ai écrit l'hommage suivant à Liza sur Facebook : « Liza Smith m'a interviewé pour plus d'un de mes emplois en Colombie, et qui est devenue une collègue et une amie au fil des ans. Elle connaissait les routes et chemins, sans parler des rivières et des montagnes, du pays, et a qualifié le travail d'accompagnement international d'un « jouer tout » pour les personnes en danger. Elle a succombé au cancer, mais pas avant d'avoir joué tout en y faisant face aussi.

Il y avait beaucoup plus que j'aurais pu ajouter.

Beaucoup de gens ont commenté son amour pour la musique, et j'en ai aussi des souvenirs. Quelque part, j'ai un de ses albums, que j'écouterai avec plus d'intensité à l'avenir. L'engagement de Liza dans le projet d'accompagnement était absolu, et elle a été une force motrice dans le spin-off de FOR-USA, et sa forme par la suite. C'est à travers Liza et ses relations avec les gens de l'ACOOOC à Bogota, que j'ai vraiment pris conscience pour la première fois de l'engagement historique du MIR envers les objecteurs de conscience – elle faisait le lien entre les choses. Liza prenait du temps pour toi et te prenait au sérieux. C'est bizarre ce qu'on se rappelle, mais je me souviens de mon entretien de sortie du projet après deux ans en tant qu'accompagnateur. Elle prenait au sérieux et écoutait attentivement tout ce que j'avais à dire, et je sais que le feedback a été entendu et pris en compte. Beaucoup d'autres ont parlé d'expériences similaires. L'entièreté de l'engagement de Liza, de cœur et corps, la caractérisait, et tous les souvenirs que nous avons d'elle découlent, j'en suis sûr, de cela.

Rachel Dickson

Liza était une aide, elle a réparé mon genou quand je suis tombé dans le trou à La Unión, et elle était toujours là et ouverte à toute forme de communica-

tion. Elle croyait de tout cœur au consensus et au fait de donner à chacun/e la possibilité de s'exprimer et d'expliquer ses choix et ses opinions. La communication non violente était totalement sa confiture.

J'ai rencontré des problèmes pendant mon séjour en Colombie, et Liza m'a vraiment demandé de creuser profondément comme personne ne l'avait jamais fait auparavant. Elle a insisté sur la conscience de soi. Je pouvais montrer toutes les façons dont j'avais été lésé, mais je ne pouvais pas admettre, même à moi-même, mes propres défauts, faiblesses et vides spirituels et émotionnels. Liza m'a tenu responsable et m'a donné l'occasion de réfléchir. Tout le monde ne donne pas ces opportunités, mais Liza l'a fait. Alors que je n'ai jamais eu la chance de dire à Liza à quel point j'étais reconnaissant pour sa présence au cours de ces années qui ont été assez formatrices pour moi, se rassembler sur Zoom à la fois avant et après sa transition, avec tant d'amis, de collègues et de membres de la famille à travers le monde, a été vraiment inspirant pour moi. J'ai renoué avec des gens avec qui je n'avais pas parlé depuis des années, et je me suis souvenu du nombre de vies que Liza a touchées.

Sarah Weintraub

Lorsque j'ai rencontré Liza pour la première fois, nous nous sommes rassemblées pour planifier et diriger une délégation d'Américains des É.-U. en tournée et en apprendre davantage sur les mouvements pour la paix et les droits de l'homme en Colombie. À partir du moment où nous nous sommes assis dans un café de Bogota et que Liza a sorti son cahier à spirales et ses stylos gel de qualité et a commencé à écrire des notes sur nos plans, j'ai pensé - oui ! Je veux être amie avec cette personne ! Je traversais une horrible rupture pendant cette délégation et Liza a été un rocher pour moi pendant cette période difficile. J'ai vu en elle quelqu'un qui peut éprouver un chagrin et qui peut le supporter. Comme nous sommes restées amies au cours des dix-sept années suivantes, j'ai vu cela en elle encore et encore, en particulier dans chacune de nos relations avec la Colombie et les joies et les dévastations que nous y avons chacune vécues. Liza a vécu avec un cœur ouvert, elle a permis que son cœur soit brisé par le monde, et elle a recherché cette intimité avec le monde, même quand cela faisait mal. Je suis tellement reconnaissante pour son amitié généreuse et pour son exemple brillant de la façon de vivre dans le monde.

En mémoire de Henk Blom

Photo par Groenlinks Zwolle



C'est avec tristesse que Doopsgezind Wereldwerk annonce le décès de Henk Blom, ancien vice-président. Il est décédé au petit matin du 1er octobre, entouré de sa femme et de ses 3 filles, 2 semaines avant son 80e anniversaire. J'ai eu la chance que pendant 25 ans nous ayons marché, avec d'autres, sur le chemin d'un monde de paix et de justice.

Au milieu des années 90, Henk est devenu président de Doopsgezinde Vredesgroep (le groupe mennonite néerlandais pour la paix, une ancienne branche du MIR). Il est resté président jusqu'à la fusion de Doopsgezinde Vredesgroep avec une autre organisation mennonite néerlandaise, pour devenir Doopsgezind Wereldwerk (le groupe mennonite néerlandais pour la paix et l'aide) où il a été pendant plusieurs années vice-président. Il a ensuite été impliqué dans un groupe de travail pour le travail de paix au Honduras et a participé à la mise en place de Christian Peacemaker Teams Netherlands (CPT-NL). Jusqu'à l'année dernière, il était également membre du conseil d'administration de Kerk en Vrede, la branche néerlandaise du MIR.

Henk est né et a grandi à Leiden dans une famille catholique. Plus tard, il a déménagé à Middelburg où il a travaillé comme assistant social. Là, il est passé aux Mennonites, l'église de sa femme, et est devenu actif dans un conseil local d'églises. Avec eux, il a visité les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, toutes deux détruites par une bombe atomique. Ce voyage l'a beaucoup marqué et l'a convaincu davantage que la paix

est la seule voie vers un monde tel que décrit dans les Évangiles. Ce fut pour lui un honneur et une joie de pouvoir assister en 2006 au conseil du MIR à Tokyo et, quelques années plus tard, à une réunion du MIR à New York.

En 2001, Henk, moi-même et une troisième personne nous sommes rendus en Bosnie, où nous avons discuté avec des groupes locaux du soutien à apporter à leur travail de reconstruction de leurs communautés. Au cours de ce voyage, nous avons appris à mieux nous connaître et avons fêté nos anniversaires. Son anniversaire était deux jours plus tard que le mien. J'ai pu constater à quel point il était dévoué au travail pour la paix, toujours à la recherche de contacts.

Nous avons tous deux assisté aux réunions de Church and Peace, le réseau européen de groupes, d'églises et de militants pour la paix. C'est là qu'il a entendu parler d'un nouveau concept de travail pour la paix, Sicherheit Neu-denken ('Repenser la sécurité'), mis en place par l'église luthérienne de Baden, en Allemagne. Henk y a vu une opportunité pour le travail de Kerk en Vrede, où il l'a présenté et a été un grand défenseur de ce travail, presque jusqu'à la fin de sa vie.

Le 7 octobre, sa famille et ses amis se sont réunis dans l'église mennonite de Zwolle pour lui dire adieu et se souvenir de sa vie. Des représentants de 12 organisations différentes, dont sa propre communauté mennonite, ont prononcé des mots chaleureux sur sa vie et son travail. Ensemble, ils ont brossé le portrait d'un travailleur de la paix et d'un père de famille passionné. Avec son héritage pour nous soutenir, nous devons continuer à avancer sur ce chemin vers un monde de paix et de justice.

Roel Meihuizen

Alfred Bour

Cher.e.s ami.e.s,

c'est avec une grande tristesse que nous avons appris la disparition de notre cher ami Alfred Bour survenue hier [23 septembre 2021].

Il était engagé depuis la fin des années 1970 dans notre mouvement. Il avait beaucoup travaillé avec Jean et Hildegard Goss.

Il a été de nombreuses années membre du Comité national et du comité des Cahiers de la Réconciliation et également plusieurs années président de notre mouvement. Il avait fondé et

animé le groupe local du MIR-Lyon avec son ami Jean-Louis Valatx et assuré plusieurs sessions de formation pour notre mouvement en France et en Afrique (Côte d'Ivoire avec Hildegard).

Il avait passé 8 ans au Rwanda appelé par les évêques du pays et envoyé par notre mouvement pour assurer des formations à la non-violence au lendemain du génocide.

Ces dernières années, il vivait à Issoudun et avait pris du temps pour rédiger plusieurs ouvrages de formation et de spiritualité.

Christian Renoux

Tribute to two greats of non-violence: Alain Richard and Kenneth Kaunda

Hommage à deux grandes de la non-violence : Alain Richard et Kenneth Kaunda

« Ceux qui sont morts ne sont jamais partis » (1). Dans l'outre-tombe, le témoignage de leur vie glorieuse prolonge leur présence au milieu des vivants. Deux ardents promoteurs de la non-violence nous plongent dans cette « croyance »: le franciscain Alain Richard, fondateur des « Cercles de silence » pour dénoncer les conditions indignes des sans-papiers dans les centres de rétention administrative, décédé le jeudi 24 juin 2021, à Avignon (France), dans sa 96ème année ; et le Docteur Kenneth Kaunda, ex président de la Zambie, décédé le 17 juin 2021 à Lusaka (Zambie), dans sa 97ème année.

IFOR partage des paroles des personnes qui les ont connues:

« Un Grand Lion d'Afrique est passé aux ancêtres. A 97 ans, on ne peut guère se plaindre de la qualité ou de la longévité de la riche vie de Kenneth David Kaunda : père fondateur et premier président de la Zambie indépendante, fondateur et président de l'Organisation de l'unité africaine, leader du mouvement de libération préoccupé par « l'énigme de la

violence » et ami des mouvements de libération du Mozambique, du Zimbabwe, de la SWAPO, d'Afrique du Sud/Azanie... et même du leader du mouvement de paix américain AJ Muste ! J'ai rencontré KK pour la première fois chez lui à Lusaka, autour d'un dîner et d'un verre avec Baba Bill Sutherland alors que nous préparions notre publication, **Guns and Gandhi in Africa** (Africa World Press, 2000). Il a ensuite fourni la préface de mon livre avec ma chère sœur burundaise Elavie Ndura, **Seeds of New Hope: Pan African Peace Studies for the 21st Century**. Il a écrit : « *Seeds of New Hope* rassemble une nouvelle génération d'universitaires et d'activistes, travaillant à construire ce que les pères et mères fondateurs de l'Afrique espéraient léguer. C'était certainement un homme plein de contradictions... mais n'est-ce pas vrai pour nous tous ? L'un des derniers héros de sa génération, collectivement, leur vision, leur esprit et leur passion DOIVENT vivre... avec de nouvelles stratégies, tactiques, une plus grande unité et une férocité pour éradiquer TOUTES les formes d'oppression et TOUTES les violations des droits humains partout. A LUTA CONTINUE ! » (**Professeur Matt Mayer**, Association internationale de recherche sur la paix/AIRP ; FOR USA)

(1) Angèle Bassolé-Ouédraogo est née le 8 février 1967 à Abidjan. Diplômée de lettres et de journalisme, elle a étudié en Afrique et au Canada. Poète et éditrice, elle est l'auteure de trois recueils de poésie dont le dernier, *Sahéliennes*, est paru cette année aux Editions L'Interligne.